Communauté de Communes de Mirecourt-Dompaire
32 Rue du Général Leclerc
88 500 MIRECOURT

19/02/2025

ZONAGE D'ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNE DE VALLEROY-AUX-SAULES

Rapport de Phase 1

Réf. VERDI du dossier : 08-01568

Groupe :
80 rue de Marcq – BP 49 – 59441 Wasquehal Cedex

Sur le territoire Nord-Est :
2 rue de Fontaine-les-Dijon - 21000 Dijon
13 avenue Aristide Briand - 39100 Dole
3, Place du Général de Gaulle - 88000 Épinal

Verdi Bâtiment Est
3 Place du Général de Gaulle
88 000 EPINAL
Tél: 03 72 54 03 32
grandest@verdi.fr

Verdi sur http://www.verdi-ingenierie.fr

Grille de révision

Indice de révision.	Date	Commentaires	Emis par.	Vérifié par.
01	30/09/2024	1ère édition	JCK	
02	19/02/2025	2ème édition Prise en compte des observations d'ATD88	JCK	

SOMMAIRE

1 Préambule 1

1.1 Présentation et objectifs de l'étude 1

1.1.1 Présentation 1

1.1.2 Objectifs de l'étude 1

1.2 Déroulement de l'étude 2

Phase 1 : Etat des lieux et recueil des données 2

Phase 2 : Étude technico-financière 3

Phase 3 : Modification du schéma directeur et enquête publique 3

1.3 Pilotage de l'étude 3

2 Contexte réglementaire 4

2.1 Obligations des communes 4

2.2 Obligations des particuliers 5

2.2.1 Assainissement collectif 5

2.2.2 Assainissement non collectif 5

2.2.3 Précisions relatives à la LEMA du 30 décembre 2006 6

2.3 Portée du zonage 7

2.4 Différents choix d'assainissement 7

2.4.1 Assainissement collectif 7

2.4.2 Assainissement autonome regroupé 8

2.4.3 Assainissement non collectif ou autonome 8

3 RECUEIL DES DONNES EXISTANTES 9

3.1 Contexte administratif et description de l'habitat 9

3.2 Evolution démographique 9

3.3 Urbanisme 11

3.4 L'alimentation en eau potable 13

3.5 Les Activites economiques 15

3.6 Les activités publiques 15

SOMMAIRE

3.7 Les activités agricoles 16
3.8 Installations classees pour la protection de l'environnement 16
3.9 Etablissements soumis a convention de rejet 16

4 Le milieu physique 17
4.1 Occupation des sols 17
4.2 Contexte geologique 17
4.3 Contexte climatique 18
4.4 Contexte hydrographique et hydrogeologique 19
4.4.1 Eaux superficielles 19
4.4.2 Eaux souterraines 24
4.5 Cartographie des risques 25
4.5.1 Les zones inondables 25
4.5.2 Autres risques 25
4.6 Une biodiversité protégée 27
4.6.1 Zones Naturelles d'Intérêt Écologiques, Faunistiques et Floristiques 27
4.6.2 Sites Natura 2000 27

5 Etude des réseaux pluviaux existants 28
5.1 Etat des réseaux existants 28
5.2 Caractéristiques du réseau d'assainissement 30
5.3 Les exutoires du réseau d'eaux pluviales 31
5.4 Stations épuration à proximité 32
5.5 Gestion des eaux pluviales et problèmes récurrents 33
5.6 Parcelle(s) disponible(s) pour l'implantation d'une station d'épuration 33

6 Aptitude des sols 35

7 Enquêtes parcellaires 36

SOMMAIRE

8 contraintes d'habitat 37

9 Contrôles reglementaire du SDANC 39

9.1.1 Généralités 39

10 Investigations complémentaires 41

11 Annexes 42

11.1 Annexe 1 : Plan du réseau d'assainissement 42

11.2 Annexe 2 : Carte d'aptitude des sols 42

11.3 Annexe 3 : Contraintes d'habitat 42

11.4 Annexe 4 : Synthèse SDANC 42

1PREAMBULE

1.1 Présentation et objectifs de l'étude

1.1.1 Présentation

La commune de Valleroy-aux-Saules est située dans le département des Vosges et la région du Grand Est. D'une superficie de 5 km². Elle se trouve à environ 6 km au sud-est de Mirecourt la plus grande ville aux alentours.

La commune de Valleroy-aux-Saules a fait réaliser en 2008, par le bureau d'études G2C environnement, une étude de zonage d'assainissement dans laquelle 3 scénarios ont été étudiés. Parmi ceux-ci, le scénario du collectif à 100 % avait été retenu, mais faute d'enquête publique, le zonage de Valleroy-aux-Saules n'est pas opposable
De fait, la commune de Valleroy-aux-Saules a décidé d'entreprendre une nouvelle étude de zonage d'assainissement. Cette mission est réalisée par le bureau d'études VERDI INGENIERIE BOURGOGNE FRANCHE COMTE.

En vertu de la loi NOTRe, la compétence assainissement a été transférée à la communauté de communes de Mirecourt Dompaire. De ce fait, la communauté de communes a décidé d'entreprendre pour le territoire de Valleroy-aux-Saules une nouvelle étude de zonage d'assainissement. Cette mission est réalisée par le bureau d'études VERDI INGENIERIE.

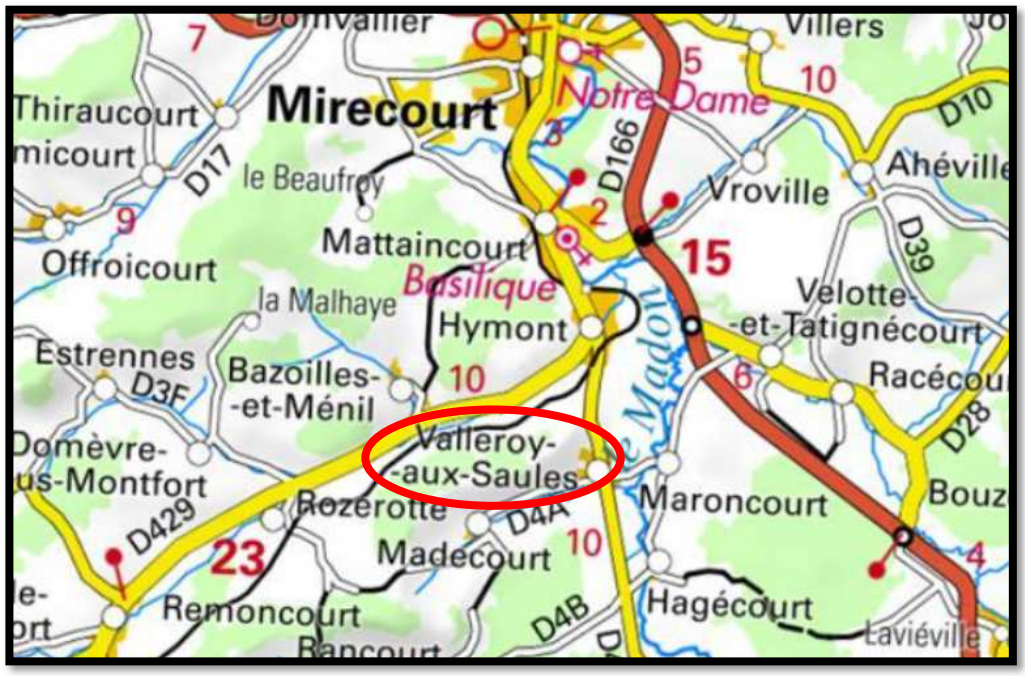


Figure 1 : Localisation de l'aire d'étude

Le bourg de Valleroy-aux-Saules est traversé par la D4 qui relie Hymont à Begnécourt.

1.1.2 Objectifs de l'étude

Depuis le 1er janvier 2017, la Communauté de Communes de MIRECOURT-DOMPAIRE a pris la compétence en matière d'assainissement collectif.

Entre 2005 et 2016, plusieurs communes appartenant à l'actuelle communauté de communes, ont fait réaliser des études de zonage d'assainissement selon les directives légales.
Cependant, depuis la prise de compétence, le 1er janvier 2017, la collectivité s'attèle à mettre à jour les zonages d'assainissement souvent lacunaires en termes de délibérations ou d'enquête publique. Ainsi et dans le but d'actualiser les données des zonages d'assainissement existants en prenant en compte les évolutions techniques dans le domaine de l'assainissement, il apparaît nécessaire à la collectivité de disposer d'informations plus précises sur les scénarios qui avaient été étudiés.
C'est pourquoi la communauté de communes de Mirecourt-Dompaire a décidé d'entreprendre une révision de 20 zonages d'assainissement sur son territoire.

La commune de Valleroy-aux-saules fait partie des communes ciblées par l'étude de révision des zonages. Elle est intégrée au lot n°3 du marché porté par la Communauté de Communes de Mirecourt Dompaire.

La présente étude vise à actualiser le zonage d'assainissement de la Communauté de Communes de MIRECOURT-DOMPAIRE afin de permettre :

- *La mise à jour des données existantes en matière d'assainissement,*
- *L'identification des actions nécessaires pour assurer la conformité des systèmes d'assainissement collectifs et individuels,*
- *La proposition de solutions techniques adaptées aux spécificités locales,*
- *La définition d'un nouveau zonage d'assainissement à soumettre à enquête publique.*

Cette étude comprendra essentiellement les missions suivantes :

- *La reprise des cartes d'aptitude des sols et l'actualisation des cartes de contraintes d'habitats (actualisation du nombre de logements),*
- *L'établissement des cartes de l'état actuel de l'assainissement non collectif dans la commune,*
- *La révision de l'étude technico-économique des solutions envisageables, en se basant sur les études antérieures et les scénarios éventuels proposés par le bureau d'études,*
- *L'élaboration et le chiffrage des différents scénarios proposés,*
- *La comparaison technico-financière des différents scénarios,*
- *L'élaboration du dossier d'enquête publique pour le zonage d'assainissement,*

1.2 Déroulement de l'étude

L'étude s'articule en 3 phases.

PHASE 1 : ETAT DES LIEUX ET RECUEIL DES DONNEES

- *Collecte des données existantes (études antérieures, météorologie, géologie, hydrogéologie, cours d'eau, milieu naturel, population, consommation eau potable, …).*

Conformément au CCTP, il n'était pas prévu d'investigations de terrain mis à part pour caractériser les contraintes d'habitat vis-à-vis de l'implantation de systèmes d'assainissement non collectif chez les particuliers. Les conclusions des investigations de terrain sont donc pour la plupart reprises des études de zonages antérieures.

PHASE 2 : ÉTUDE TECHNICO-FINANCIERE

- *Etude des scénarii et proposition de zonages.*

PHASE 3 : MODIFICATION DU SCHEMA DIRECTEUR ET ENQUETE PUBLIQUE

- *Suite au choix de la collectivité en fin de phase 2,*
- *Edition de plaquette d'information à destination des habitants expliquant le choix retenu par la commune,*
- *Présentation du dossier de zonage lors d'une réunion publique avant la mise à l'enquête publique du dossier de zonage,*
- *Réalisation du dossier d'enquête publique et assistance de la collectivité lors de la phase d'enquête publique.*

1.3 Pilotage de l'étude

L'étude est réalisée sous le contrôle des principaux partenaires techniques et financiers réunis au sein du comité de pilotage suivant :

- Communauté de Communes de Mirecourt-Dompaire
  - Mme Nathalie BABOUHOT, Présidente de la communauté de commune
  - M. Mathieu SCHICKEL, Directeur Général des Services de la Communauté de Communes
  - M. Thierry JUNGKER, Directeur des Services Techniques de la Communauté de Communes
  - Mme/Mrs les élus représentants des communes concernées par la présente étude
- Conseil départemental des Vosges
  - M. Damien DESCOUPS
- DDT
  - Rodrigues BOURNISIEN, Police de l'eau
- Agence de l'eau Agence de l'Eau Rhin Meuse
  - Mme Julie CORDIER
- Agence Technique Départementale des Vosges, AMO
  - M. Rémy WISSEN

Jean-Charles KECH, chef de projet au sein du bureau d'études Verdi Ingénierie, conduit cette étude.

2CONTEXTE REGLEMENTAIRE

2.1 Obligations des communes

La Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 a accru la responsabilité des communes dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. L'article 35 de cette loi, traduit dans le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) spécifie les responsabilités des communes :

- Délimitation, après enquête publique, des zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux usées collectées (Art. L2224-10 du C.G.C.T.). Lorsqu'un réseau de collecte des eaux usées existe déjà, la prise en charge des dépenses relatives à ce service (c'est à dire la mise en place d'un service public d'assainissement collectif ou S.P.A.C.).
- Délimitation après enquête publique, des zones d'assainissement non collectif où les communes sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement non collectif et, si elles le décident, leur entretien (Art. L. 2224-10 du CGCT). Cette responsabilité de contrôle est valable sur l'ensemble du territoire communal qui ne bénéficie pas d'un assainissement collectif et doit être opérationnelle, par la mise en place de S.P.A.N.C. : Service Public d'Assainissement Non Collectif.
- Délimitation des zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement (Art. L. 2224-10 du CGCT).
- Délimitation des zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement (Art. L. 2224-10 du CGCT).

Afin de réaliser leur zonage d'assainissement, les collectivités, ou leurs groupements, peuvent réaliser une étude technique de schéma directeur d'assainissement, visant à proposer plusieurs scénarii techniques et financiers présentant différentes orientations en matière d'assainissement.

Les collectivités doivent obligatoirement réaliser un document de zonage délimitant les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non collectif. Les dispositions du zonage d'assainissement sont codifiées aux articles R2224-7 et R2224-9 du CGCT.

Ce document de zonage permet aux élus de présenter aux habitants de la commune, parmi les différentes solutions possibles, celle qui répond le mieux aux objectifs sanitaires, à la qualité des eaux réceptrices et au confort des habitations, en compatibilité avec les possibilités financières.

> Le choix du scénario le plus compatible avec le contexte communal, arrêté par le Conseil Communautaire, peut alors être présenté dans le document de zonage.

Toutefois, ce n'est qu'après la réalisation d'une enquête publique (détermination des zones d'assainissement collectif et non-collectif, articles R123-6 à 123-23 du code de l'Environnement) qu'une dernière délibération du Conseil Communautaire pourra entériner le mode d'assainissement de chacun des secteurs de la commune concernée.

2.2 Obligations des particuliers

2.2.1 Assainissement collectif

Les particuliers, en tant qu'usagers du service public d'assainissement collectif se voient appliquer les droits et devoirs prévus par le règlement de chaque service :

- Conformément à l'article L.1331-1 du Code de la Santé Publique, « le raccordement des immeubles aux égouts disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire [...] dans un délai de deux ans à compter de la mise en service de l'égout [...] » ;
- Si l'obligation de raccordement n'est pas respectée dans le délai imparti, la commune peut procéder aux travaux nécessaires, après mise en demeure, aux frais du propriétaire ;
- L'article 1331-4 du Code de la Santé Publique indique que tous les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées vers le branchement collectif disposé en limite de propriété, sont à la charge du propriétaire ;
- Une redevance assainissement collectif sera demandée à chaque particulier raccordé au réseau d'assainissement. Les dispositions relatives à la redevance assainissement collectif sont définies aux articles R2224-19-2 à R2224-19-4 du CGCT.

2.2.2 Assainissement non collectif

L'article L.1331-1-1 du code de la santé publique prévoit que "les immeubles non raccordés doivent être dotés d'un assainissement autonome dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement. Cette obligation ne s'applique ni aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés".

Les eaux usées domestiques ne peuvent rejoindre le milieu naturel qu'après avoir subi un traitement permettant de satisfaire la réglementation en vigueur, c'est à dire, assurant le traitement commun et complet des eaux vannes et ménagères en comportant :

- un dispositif de prétraitement (fosse toutes eaux, …) ; pour une réhabilitation, le prétraitement séparé des eaux vannes et eaux ménagères est autorisé,
- un dispositif de traitement (épuration et infiltration ou épuration et rejet).

Signalons que le rejet vers le milieu hydraulique superficiel ne peut être effectué qu'à titre exceptionnel dans le cas où les conditions d'infiltration ou les caractéristiques des effluents ne permettent pas d'assurer sa dispersion dans le sol.

Les installations d'assainissement non collectif doivent être correctement entretenues afin de permettre :

- le bon fonctionnement des installations et des dispositifs de ventilation et de dégraissage (le cas échéant),
- le bon écoulement des effluents jusqu'au dispositif d'épuration,
- l'accumulation normale des boues et flottants dans la fosse toutes eaux.

La **périodicité de vidange de la fosse toutes eaux** doit être adaptée en fonction de **la hauteur de boues**, qui **ne doit pas dépasser 50% du volume utile** (article 15 de l'arrêté du 7 septembre 2009). **Pour les microstations**, la hauteur de boues **ne doit pas dépasser 30% du volume utile**. Les matières de vidange devront alors être éliminées, conformément au plan départemental d'élimination des matières de vidange.

Une **redevance assainissement** sera demandée à chaque particulier doté d'un assainissement de type « non-collectif ». Les dispositions relatives à la redevance assainissement non collectif sont définies dans l'article R2224-19-5 du CGCT.

Pour mémoire, la législation relative à l'assainissement non collectif est complétée par les arrêtés suivants :

- Arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.
- Arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif.
- Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

2.2.3 Précisions relatives à la LEMA du 30 décembre 2006

Au regard de la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et milieux aquatiques, les précisions suivantes peuvent être apportées :

La collectivité	Le propriétaire
Obligatoire : • contrôle de conception et de bonne exécution des travaux d'ANC de moins de 8 ans, • contrôle du bon fonctionnement des ANC de plus de 8 ans. Les contrôles doivent être réalisés au plus tard pour le 31 décembre 2012.	**Obligatoire :** <u>Assure l'entretien et la vidange :</u> • de manière régulière, • par une personne agrée par le préfet. <u>Assure les travaux :</u> • dans un délai maximum de 4 ans pour les installations à risques sanitaires et/ou environnementales (état connu à partir du diagnostic établi par le SPANC). <u>Fournit en cas de vente :</u> • le document de contrôle de l'installation daté de moins de 3 ans, • à titre obligatoire à **partir du 1er janvier 2011** • **Dans le cas d'une vente, les travaux de mise en conformité doivent être effectués sous 1 an**
Facultatif : • sur décision, elle traite les matières de vidange, • sur décision et demande des propriétaires, elle peut s'occuper de l'entretien et de la réalisation des travaux.	

Pour exercer ces missions, la collectivité bénéficie d'un droit d'accès aux habitations. En cas de refus de l'occupant, la collectivité peut réclamer la redevance assainissement majorée dans la limite de 100 %.

La collectivité pourra bénéficier d'une prime de l'Agence de l'eau, calculée en fonction des résultats du contrôle et de l'activité du service qui en a la charge.

Pour la réalisation des travaux d'assainissement non collectif, la DIG (Déclaration d'Intérêt Général) n'est plus nécessaire. La collectivité se fait rembourser par le particulier le montant

intégral du coût lié aux travaux, y compris les frais de gestion, déduction faite des subventions obtenues.

La collectivité peut échelonner les remboursements dus par les propriétaires.

2.3 Portée du zonage

La délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif ou non collectif, indépendamment de toute procédure de planification urbaine, n'a pas pour effet de rendre ces zones constructibles.

Ainsi, le classement d'une zone en assainissement collectif a simplement pour effet de déterminer le mode d'assainissement qui sera retenu et ne peut avoir pour effet :

- ni d'éviter au pétitionnaire situé en zone d'assainissement collectif, de réaliser une installation d'assainissement autonome conforme à la réglementation, dans le cas où le réseau collectif n'a pas « encore » été positionné,
- ni de constituer un droit pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte.

De même, le classement d'un secteur en zone d'assainissement collectif n'engage pas la commune à définir, au stade de la réalisation de son document de zonage :

- Le linéaire précis des canalisations de collecte,
- Le cheminement des réseaux, avec le passage éventuel en domaine privé,
- Le type de traitement des effluents domestiques,
- Les éventuels accords avec une commune mitoyenne pour traiter les effluents domestiques sur une unité de traitement intercommunale.

2.4 Différents choix d'assainissement

2.4.1 Assainissement collectif

L'assainissement collectif suppose la création d'un réseau commun jusqu'à proximité des zones que l'on souhaite desservir. Toutefois s'il existe un réseau en bon état et véhiculant peu d'eaux claires parasites, ce dernier peut dans certains cas être réutilisé pour l'assainissement.

Conformément à l'article L.1331-1 du Code de la Santé Publique, « le raccordement des immeubles aux égouts disposés pour recevoir les eaux usées domestiques et établis sous la voie publique à laquelle ces immeubles ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, est obligatoire [...] dans un délai de deux ans à compter de la mise en service de l'égout [...] ».

Le collecteur principal est, chaque fois que cela est possible, mis en place sous domaine public. Un passage en domaine privé suppose la création d'une servitude de passage.

Enfin, les eaux usées collectées seront, dans le cas de l'assainissement collectif, transférées puis épurées dans une unité de traitement adaptée. L'article R2224-11 du Code Général des Collectivités Territoriales fait référence à l'obligation de traitement des eaux usées. Il stipule que les eaux entrant dans un système de collecte des eaux usées doivent, sauf dans le cas de situations inhabituelles, […], être soumises à un traitement avant d'être rejetées dans le milieu naturel.

2.4.2 Assainissement autonome regroupé

L'assainissement « autonome regroupé », anciennement appelé « semi-collectif », vise à collecter et à traiter les eaux usées d'un groupe d'habitations qui ne peut être envisagé en non collectif pour des raisons techniques (contraintes d'habitat et/ou de sol) et qui se situe à une grande distance des têtes du réseau collectif (cas des hameaux par exemple). Le réseau de collecte est situé pour partie sous domaine public et pour partie sous domaine privé (branchements particuliers).

Si l'on se réfère à l'Annexe 1 de la Circulaire du 22 Mai 1997, le terme « semi-collectif » n'a pas de valeur juridique ; « les installations relèvent de l'assainissement collectif ou non collectif en fonction de l'existence ou non d'une obligation de raccordement à un réseau public ».

- ⇨ Un assainissement dit « autonome regroupé » relève de l'assainissement collectif pour un hameau ou un groupe d'habitations dont les travaux d'assainissement comportent un réseau réalisé sous maîtrise d'ouvrage publique. Dans ce cas, l'usager a obligation de raccordement et paiement de la redevance correspondant aux charges d'investissement et d'entretien.

- ⇨ Un assainissement dit « autonome regroupé » relève de l'assainissement non collectif si les travaux ne sont pas réalisés sous maîtrise d'ouvrage publique. Dans ce cas, l'usager a obligation de mettre en œuvre et d'entretenir les ouvrages si la commune n'a pas décidé la prise en charge de l'entretien.

2.4.3 Assainissement non collectif ou autonome

Défini par l'article 1 de l'arrêté du 7 septembre 2009, les termes « installation d'assainissement non collectif » désigne « toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées au titre de l'article R. 214-5 du code de l'environnement des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées.»

Ce même arrêté fixe les prescriptions techniques applicables aux dispositifs d'assainissement non collectif de manière à assurer leur compatibilité avec les exigences de la santé publique et de l'environnement.

Remarque : Le terme assainissement non collectif, mentionné dans le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), est équivalent au terme « Assainissement autonome » (mentionné dans le code de la santé publique) ou « Assainissement individuel ».

3 RECUEIL DES DONNES EXISTANTES

3.1 Contexte administratif et description de l'habitat

La commune de Valleroy-aux-Saules fait partie des communes rurales française a habitat dispersé.

Elle fait partie de la Communauté de communes du de Mirecourt et Dompaire et comptait au dernier recensement (année 2021) 254 habitants avec une densité de 50 habitants/km². L'habitat est dispersé le long des routes départementales n°4 et n°4A dont l'intersection marque le centre du village.

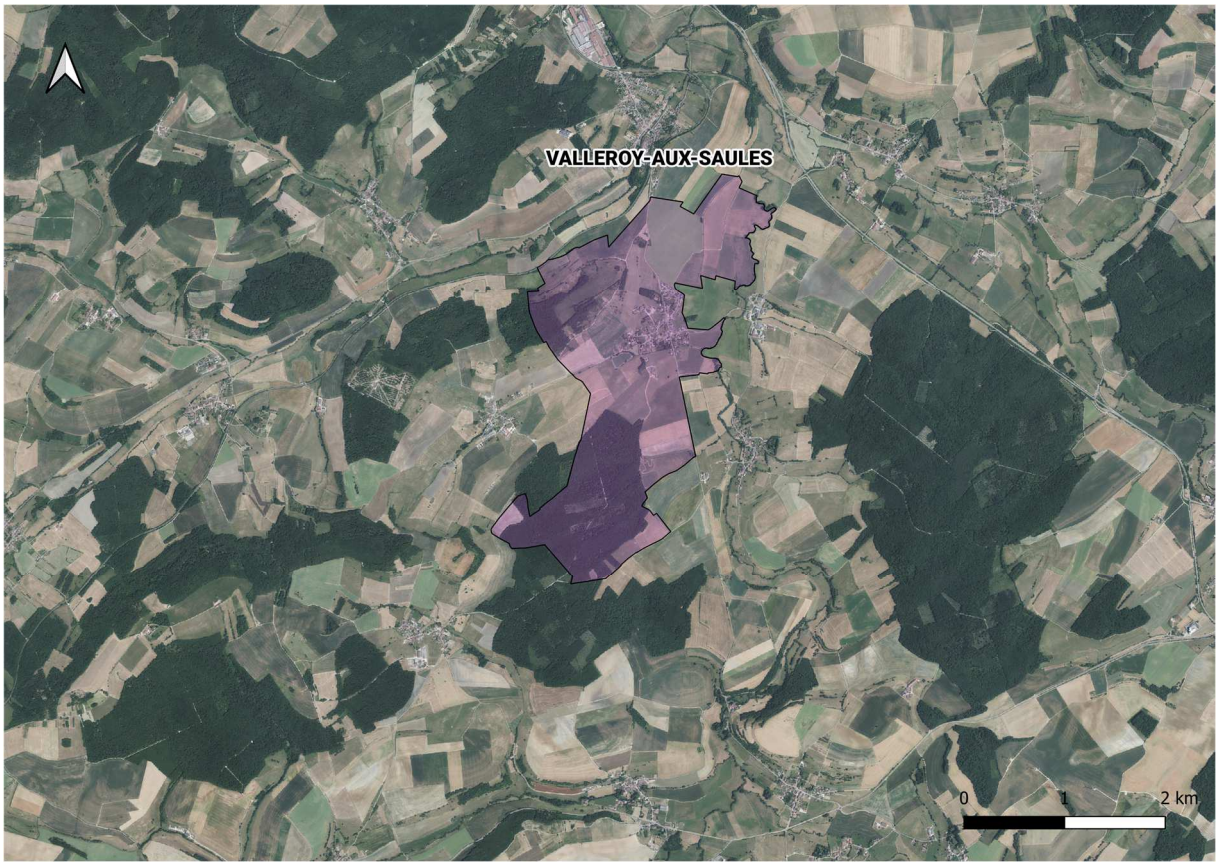
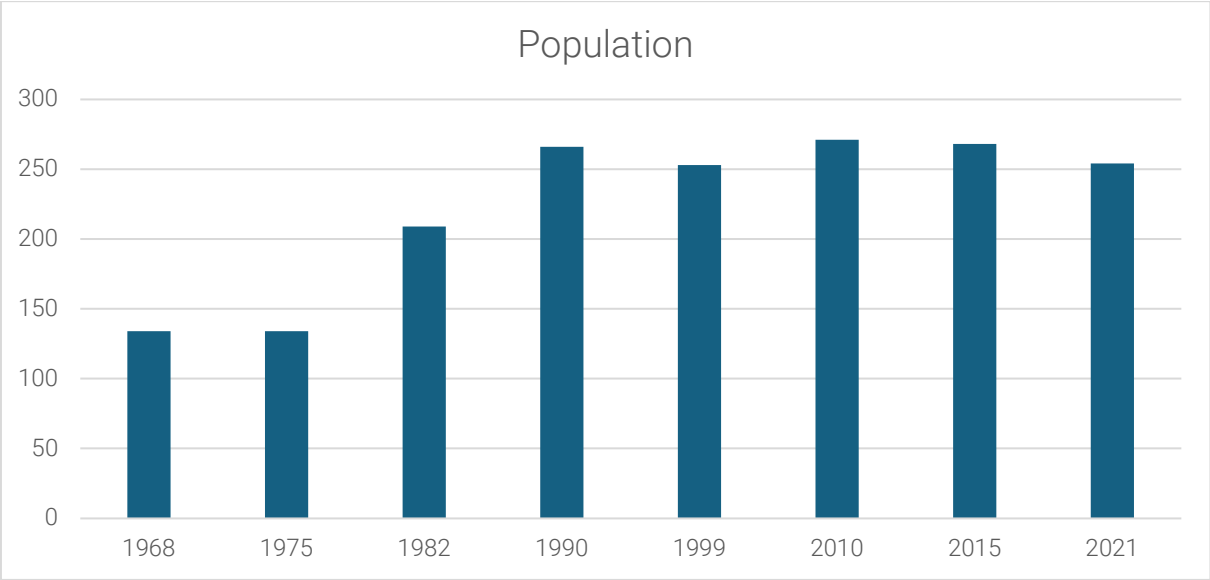


Figure 2 : Cartographie de l'ensemble de la commune de Valleroy-aux-Saules

3.2 Evolution démographique

Les graphiques suivants permettent d'appréhender les variations de la population et du nombre de logements au cours de ces dernières années

La population de la commune de Valleroy-aux-Saules est en légère décroissance au cours de ces dernières années et notamment depuis la fin des années 2000. On notera, une décroissance de -0.9%/an entre 2015 et 2021 soit la perte de 14 habitants sur cette même période.



	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Population	134	134	209	266	253	271	268	254

Tableau 1 : Evolution démographique sur l'aire d'étude (données issues des relevés de l'INSEE)

Afin d'évaluer la capacité du réseau à répondre à l'évolution démographique, il est nécessaire d'estimer la population future de la commune étudiée. Selon les projections, la population atteindra environ 245 habitants en 2045. D'après les données INSSE, cette décroissance correspond à une diminution d'environ 9 habitants à l'horizon de 2045.

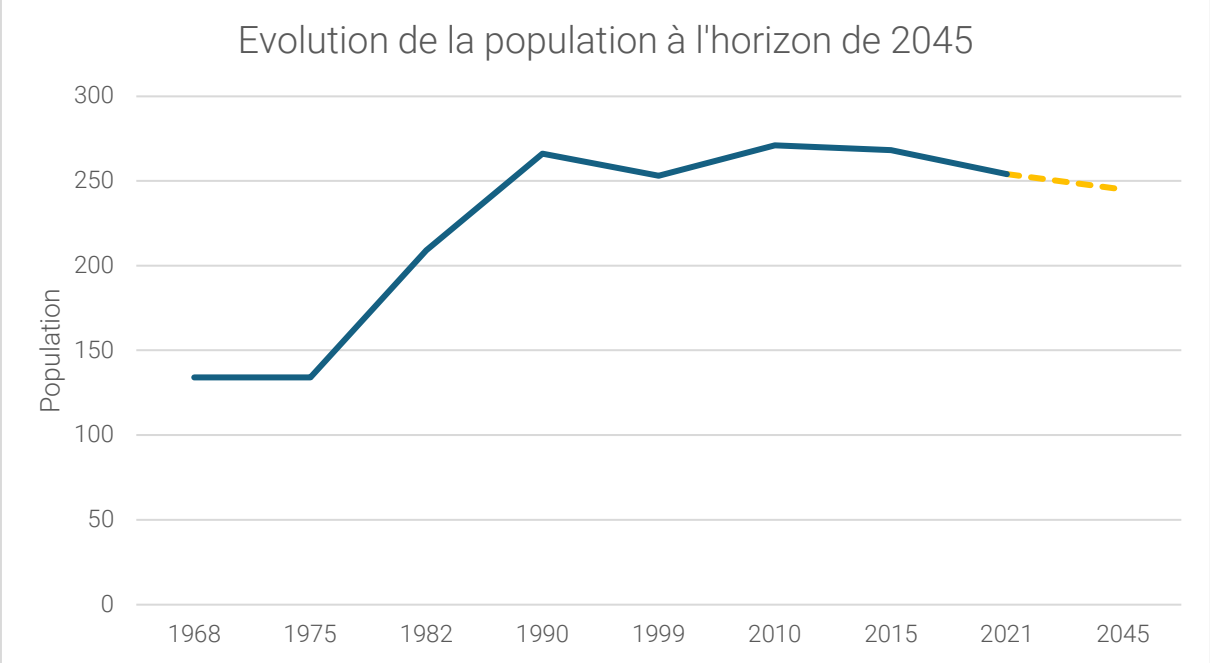
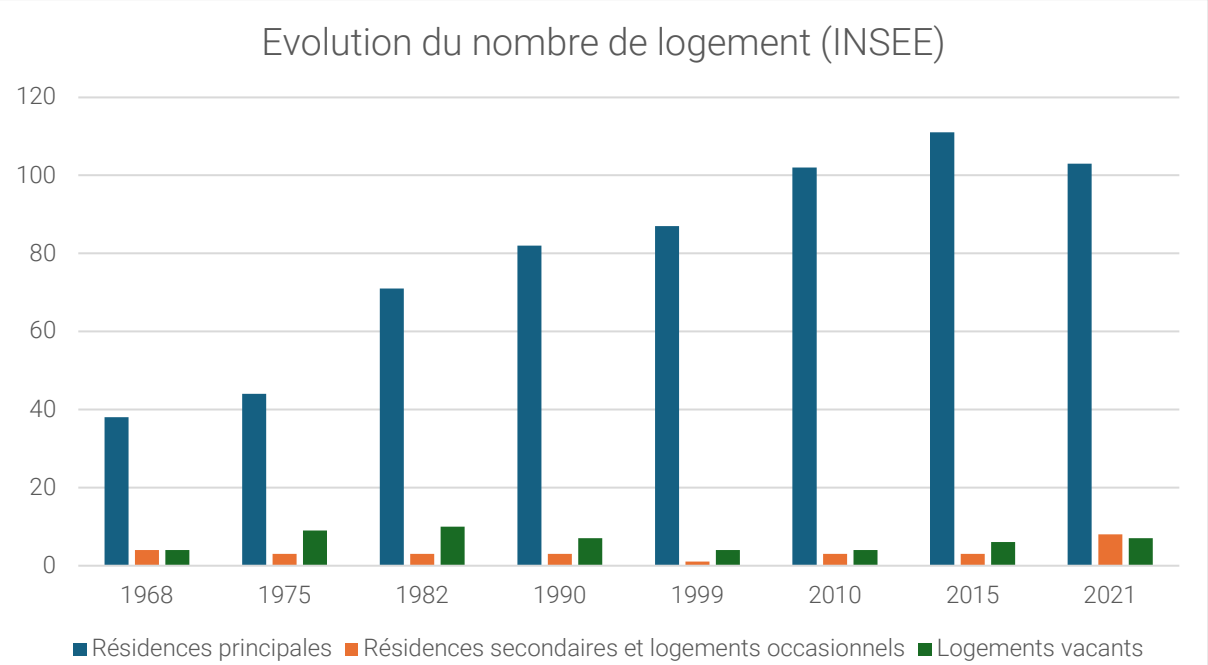


Figure 3 : Projection de l'évolution de la population à l'horizon de 2045

L'évolution du nombre de logement est tirée des données INSEE. Le nombre de logement est relativement stable depuis 2009. La part des résidences secondaires est de l'ordre 6,8% tandis que la part de logements vacants est de l'ordre de 5,9%.



Catégorie de logement	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Ensemble	**46**	**56**	**84**	**92**	**92**	**109**	**120**	**118**
Résidences principales	38	44	71	82	87	102	111	103
Résidences secondaires et logements occasionnels	4	3	3	3	1	3	3	8
Logements vacants	4	9	10	7	4	4	6	7

Tableau 2 : Evolution du nombre de logements (données INSEE)

En moyenne, nous considérerons pour l'ensemble de l'étude qu'un ménage est constitué de 2,46 personnes (Ratio entre le nombre d'habitant et le nombre de résidence principale).

3.3 Urbanisme

La commune de Valleroy-aux-Saules dispose d'une carte communale, Elle a été réalisée par l'agence Topo Atelier d'Urbanisme en 2008. Il a été approuvé par le conseil municipal de Valleroy-aux-Saules le 19/11/2008.

Des projets urbains sont envisagés dans la commune, notamment sur une parcelle d'environ 4000 à 5000 m², qui pourrait accueillir entre 5 et 8 logements. Cette urbanisation pourrait être réalisée suite à la révision de la carte communale. Par ailleurs, certaines dents creuses (espaces non bâtis situés entre des constructions existantes) pourraient également être urbanisées.

Le plan ci-dessous présente le périmètre potentiellement constructible sur Valleroy-aux-Saules

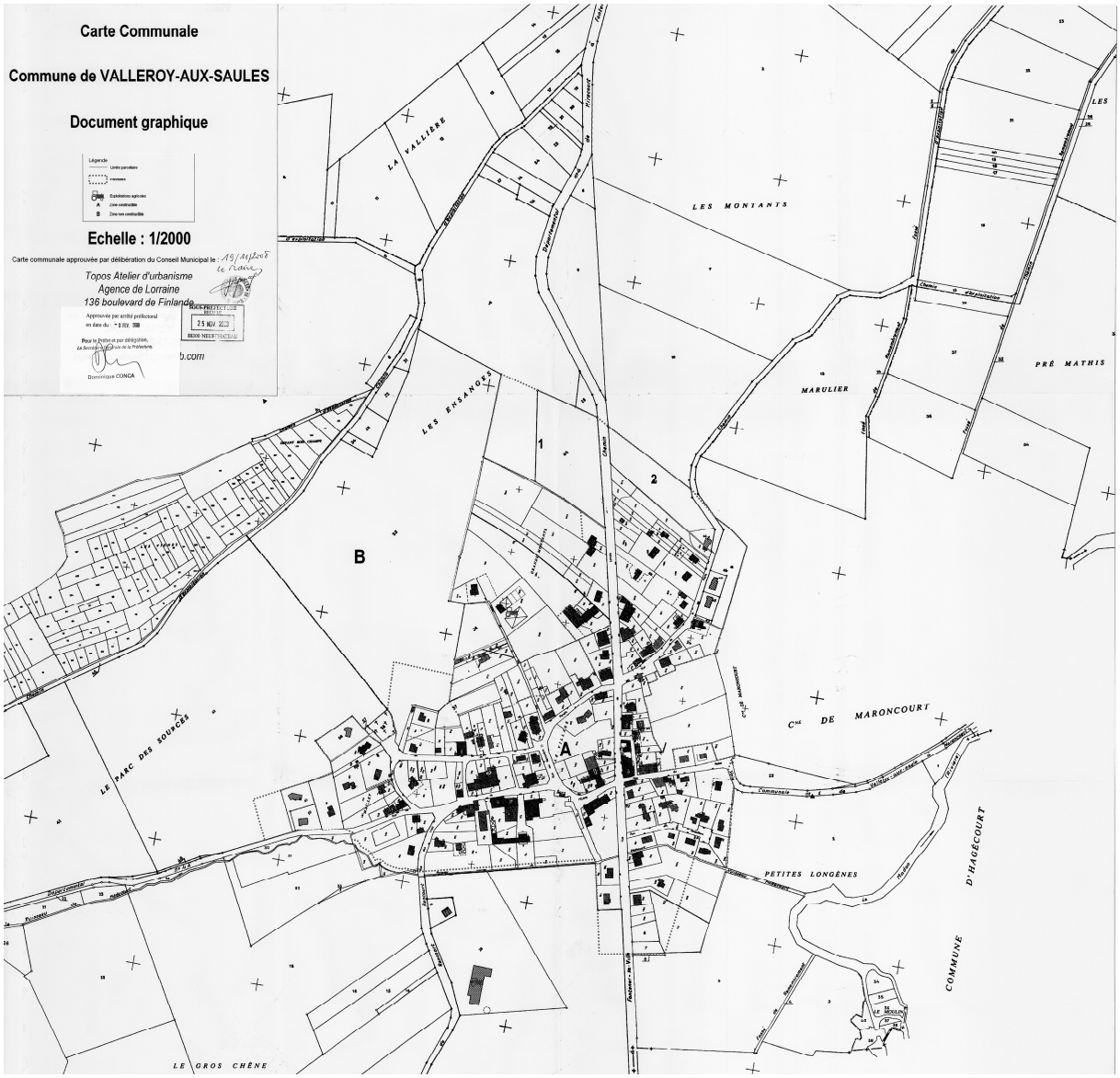


Figure 4 : Carte communale de Valleroy-aux-Saules

D'après la carte communale, les parcelles ouvertes à l'urbanisme, les nouveaux logements créés pourraient permettre d'accroitre la population entre 12 et 20 habitants.

Les règles d'urbanisme sur son territoire sont définies par le SCOT des Vosges Centrale, auquel adhère la communauté de communes de Mirecourt Dompaire.

À l'horizon 2030, la communauté de communes de Mirecourt Dompaire prévoit la création de 183 logements.

	Objectif logements 2014-2030	Objectif logements 2014-2024	Objectif logements 2024-2030
	Total	**Total**	**Total**
Communauté d'agglomération d'Épinal	5 263	3 473	**1 790**
Communauté de communes de Mirecourt Dompaire	537	354	**183**
Total SCoT	**5 800**	**3 827**	**1 973**

Figure 5 : Objectifs en logement pour la période 2024-2030 (SCOT 2021)

3.4 L'alimentation en eau potable

L'alimentation en eau potable de la commune de Valleroy-aux-Saules est assurée par le Syndicat des eaux des Ableuvenettes.

L'alimentation en eau de la commune est assurée par le forage de Valfroicourt se situant la commune de Valfroicourt. Le forage alimente la totalité de la commune.

Il est référencé sous le code BSS n°03384X0039et a fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique le 5 septembre 1972. Cette ressource est protégée par 3 types de périmètres de protection de captage :

- Périmètre de protection immédiate
- Périmètre de protection rapprochée
- Périmètre de protection éloignée

Les périmètres de protection s'accompagnent de la définition d'activités interdites ou réglementées à l'intérieur de ceux-ci.

Le territoire communal ne fait l'objet d'aucun périmètres de protection d'un captage.

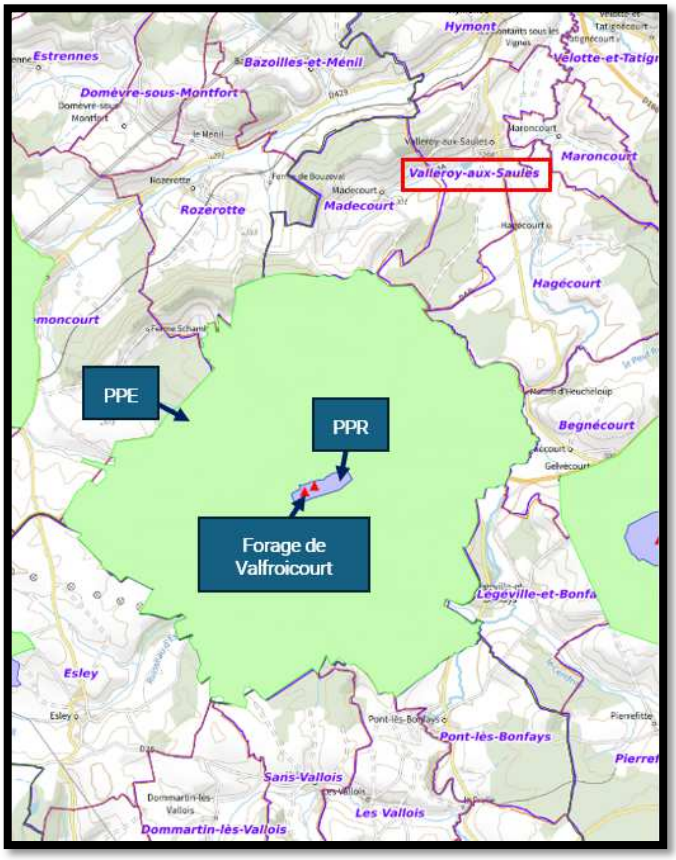
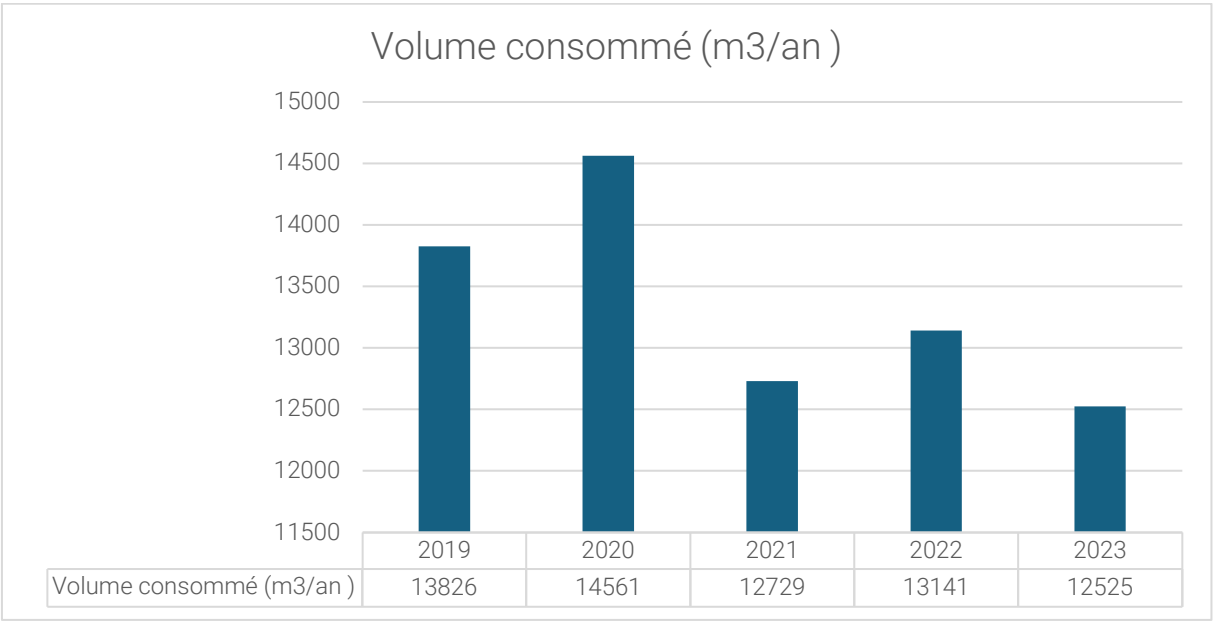


Figure 6 : Localisation du forage de Valfroicourt

Le prix de l'eau en 2024 est de 2,65 €/m³ TTC sur la base d'une facture de 120 m³.

La consommation d'eau est passée de 13 141 m³ en 2022 à 12 525 m³ en 2023, ce qui représente une baisse de 616 m³. Ainsi, la consommation d'eau a diminué de 5% entre 2022 et 2023.



	2019	2020	2021	2022	2023
Volume consommé (m3/an)	13826	14561	12729	13141	12525

Figure 7 : Consommation d'eau des abonnées de Valleroy-aux-Saules (m³)

Nous noterons d'après le rôle d'eau de 2023 que les consommations d'eau liées au domaine agricole représentent près de 27% des volumes facturés annuellement.

3.5 Les Activites economiques

Pour analyser les activités présentes sur l'aire d'étude nous nous sommes intéressés aux données communales ainsi qu'aux données de l'Insee et du système SIRENE.

D'après les données de l'INSEE, on dénombrait 12 entreprises sur l'aire d'étude au 31 Décembre 2021.

La répartition des entreprises par secteurs d'activité est présentée dans le tableau suivant :

	Nombre	%
Ensemble	**12**	**100,0**
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	3	25,0
Construction	1	8,3
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	2	16,7
Information et communication	0	0,0
Activités financières et d'assurance	1	8,3
Activités immobilières	0	0,0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	3	25,0
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	0	0,0
Autres activités de services	2	16,7

Tableau 3 : Activités sur l'aire d'étude

D'après les données disponibles auprès de la mairie, on retrouve des entreprises exerçant dans les domaines d'activité suivants sur le territoire communal de Valleroy-aux-Saules :

- *Plombier*
- *Electricien*
- *PETITJEAN ROBIN : Paysagiste*

3.6 Les activités publiques

Il n'existe pas d'activités publiques sur la commune. Toutefois, nous recensons :

- *Salle des fêtes communales avec cuisine collective (80 à 100 personnes)*
- *Salle de l'ancien lavoir avec cuisine – 28 Rue de la prairie (20 personnes environ)*

Ces lieux de réception ne font pas l'objet de rejet d'assainissement spécifique. Nous considérons qu'au vu de la capacité d'accueil des salles, celles-ci représentent 6 EH (1/20ème de la capacité d'accueil).

3.7 Les activités agricoles

Il est recensé sur la commune de Valleroy-aux-Saules 2 exploitations agricoles. Le descriptif de celles-ci est donné dans le tableau suivant.

Nom	Adresse de l'exploitation	Nature
Christophe PETITJEAN	Rue des Vignes	Élevage d'ovins et production du lait
EARL GRAVIERE DES LOUPS PETITJEAN OLIVIER	Rue des Loups	Élevage de vaches laitières

Tableau 4 : Liste des activités agricoles

Les effluents d'élevage représentent une forte charge polluante qui ne doit pas se retrouver dans les réseaux d'assainissement communaux (hors convention de rejet spécifique).

D'après les rôles d'eau de l'année 2023, la consommation en eau potable de ces établissements est la suivante :

- Christophe PETITJEAN : 2 413 m^3
- EARL GRAVIERE DES LOUPS PETITJEAN OLIVIER : 1 014 m^3

3.8 Installations classees pour la protection de l'environnement

Le territoire d'étude n'accueille pas établissements soumis à la réglementation ICPE.

3.9 Etablissements soumis a convention de rejet

Il n'existe pas de convention de rejet actuellement sur le secteur d'étude.

4 LE MILIEU PHYSIQUE

4.1 Occupation des sols

Les données d'occupation des sols sont issues depuis la base de données de Corine Land Cover, 2018. Cinq types d'occupation du sol sont définis :

- Tissu urbain discontinu (5,7 %)
- Terres arables hors périmètre d'irrigation (28,2 %)
- Système culturaux et parcellaires complexes (9,8 %)
- Prairie (26,8%)
- Forêt de feuillus (29,5%)

Le réseau d'assainissement de la commune de Valleroy-aux-Saules se trouve dans la zone urbanisée concentrée autour du bourg.

La figure suivante présente la carte d'occupation des sols de l'aire d'étude.

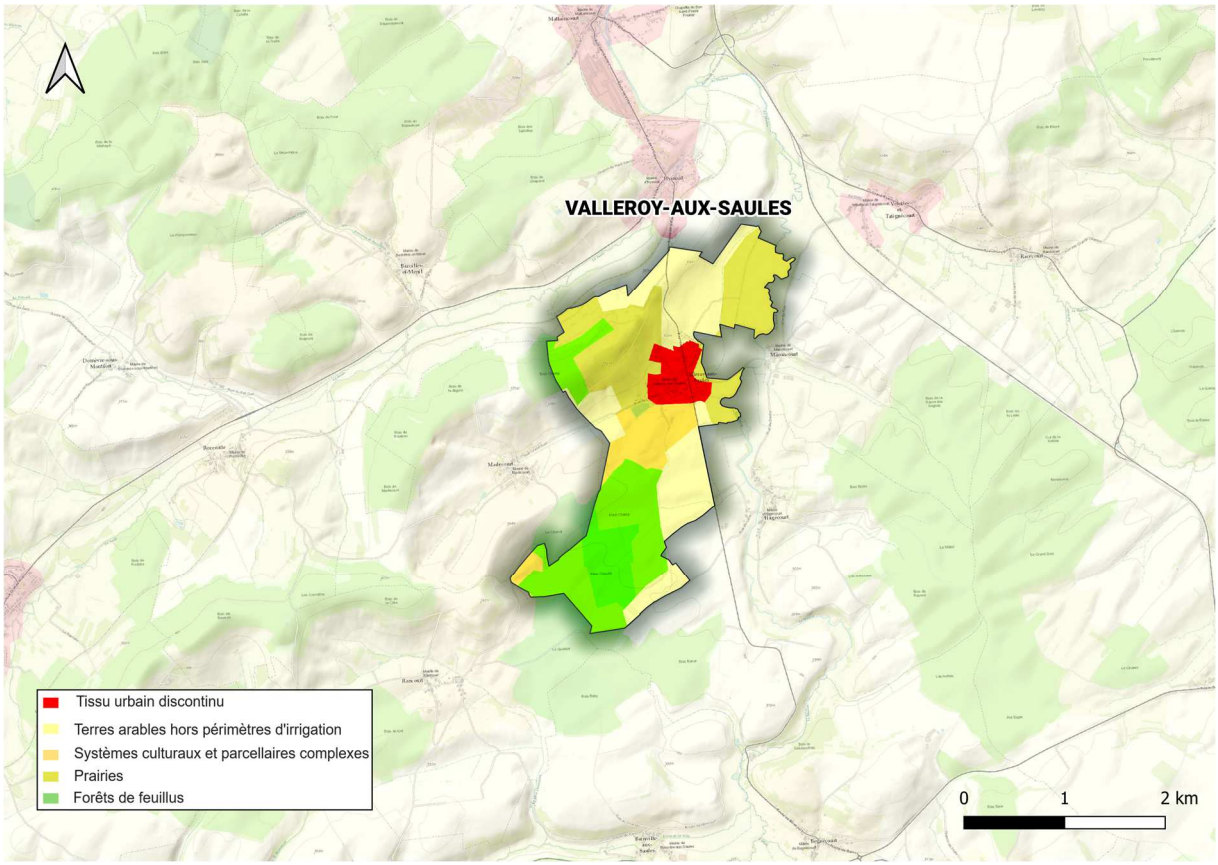


Figure 8 : Occupation des sols de la commune de Valleroy-aux-Saules (Source : https://www.geoportail.gouv.fr/)

4.2 Contexte geologique

La caractérisation géologique est réalisée à partir des cartes géologiques du BRGM au 1/50 000°, Feuille n°304 de MIRECOURT et Feuille n°339 d'EPINAL.

La commune de Valleroy-aux-Saules repose sur des couches géologiques datant du Trias et recouvertes par des dépôts plus récents. Avec des substratums plus récent (Alluvions récentes le long des cours d'eau) résultant de l'érosion ou de la décalcification des roches plus anciennes. Les roches formant les coteaux sont composées d'argiles, grès infraliasique et marnes.

Les formations géologiques présentes à Valleroy-aux-Saules sont les suivantes :

- Alluvions récentes : Ces dépôts récents recouvrent le fond des vallées et sont constitués de limons provenant de l'érosion des terrains environnants.
- Rhétien - Grès Infraliasique : Cette formation est représentée par une alternance de grès blanchâtre, jaunâtre en surface, et des schistes noirs. Ces roches proviennent d'un environnement sédimentaire
- Keuper supérieur - Marnes Irisées Supérieures : On trouve ici des marnes et des grès dolomitiques verdâtres, ainsi que des roches ocreuses et rouges. Ces couches témoignent d'une période de dépôt dans des conditions marines peu profondes à moyennes, avec des influences terrestres marquées par des événements de dessiccation.
- Keuper moyen - Dolomie Moellon : Cette formation est caractérisée par des dolomies et des calcaires marneux, avec une dominance de teintes blanchâtres à jaunâtres. Ces roches sont d'origine marine, déposées dans des conditions qui permettaient la précipitation de carbonates en milieu lagunaire ou peu profond.
- Keuper inférieur - Marnes Irisées Inférieures : Composée de marnes gypsifères, cette formation inclut des interactions fréquentes avec le gypse et les dolomites. Les couches sont de teintes variées, allant du gris sombre à l'ocre.

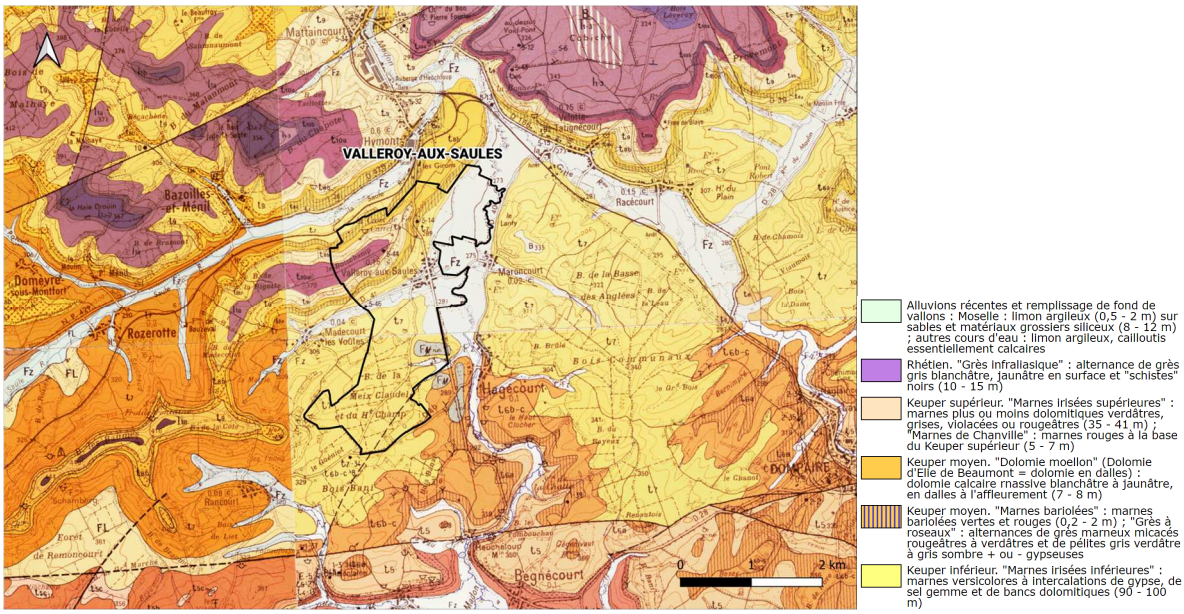


Figure 9 : Présentation de la carte géologique sur la zone de l'aire d'étude

4.3 Contexte climatique

En 2010, une étude du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) utilisant des données de 1971 à 2000 a classé le climat de la commune comme un « climat des marges montagnardes ».

En 2020, Météo-France publie une typologie des climats de la France métropolitaine dans laquelle la commune est exposée à un climat océanique altéré et est dans la région climatique Lorraine, plateau de Langres, Morvan, caractérisée par un hiver rude (1,5 °C), des vents modérés et des brouillards fréquents en automne et hiver.

Pour la période 1971-2020, la station météorologique de Météo-France la plus proche, « Mirecourt-inra », située à la commune de Mirecourt à 10 km à vol d'oiseau, a enregistré une température moyenne annuelle de 10,4 °C et un cumul annuel moyen de précipitations de 824,3 mm.

En 2023, la pluviométrie enregistrée à Valleroy-aux-Saules fait état d'un cumul de 1001 mm. 43% des précipitations ont lieu pendant la période automnale

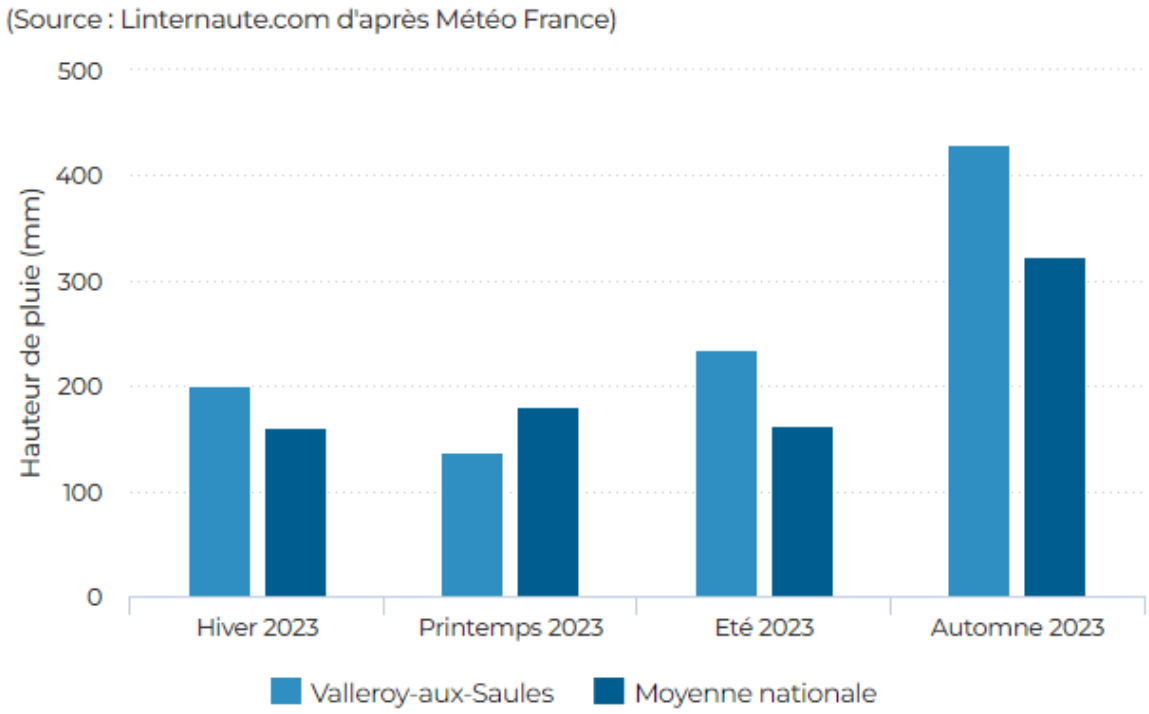


Figure 10 : Pluviométrie à Valleroy-aux-Saules en 2023

4.4 Contexte hydrographique et hydrogeologique

4.4.1 Eaux superficielles

Description des cours d'eau

Le principal cours d'eau de la commune est le Madon, un affluent de la Moselle. Il prend sa source dans la commune de Vioménil et se jette dans La Moselle au niveau de la commune de Pont-saint-Vincent. La commune est traversée également par le ruisseau la Grace et le ruisseau LiImbarupt.

Le linéaire global de cours d'eau sur la commune est de 4,06 km.

Classe	Nom	Longueur
2	Le Madon	2.019 km
6	Ruisseau la Grace	1.413 km
6	Ruisseau l'Imbarupt	0.631 km

Tableau 5 : Cours d'eau sur la commune de Valleroy-aux-Saules

Le réseau hydrographique de l'aire d'étude est donné ci-dessous :

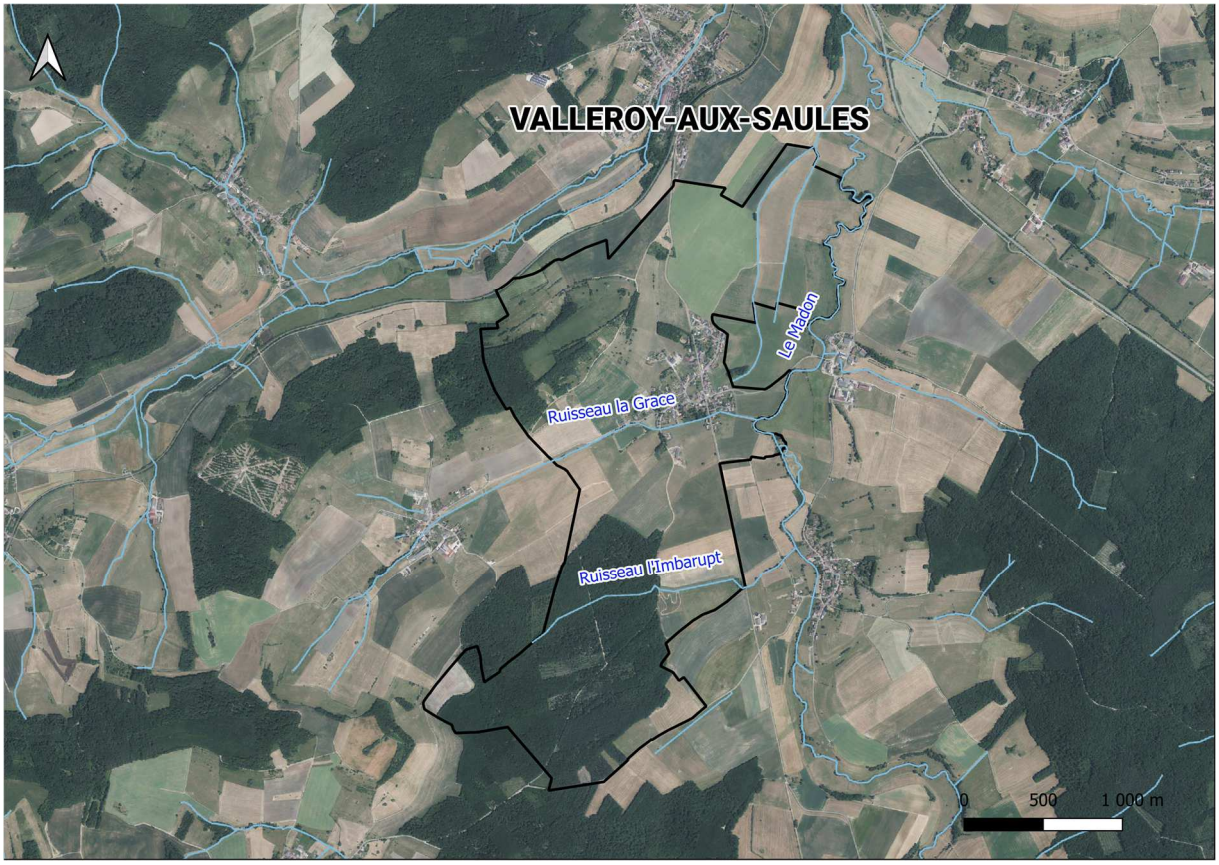
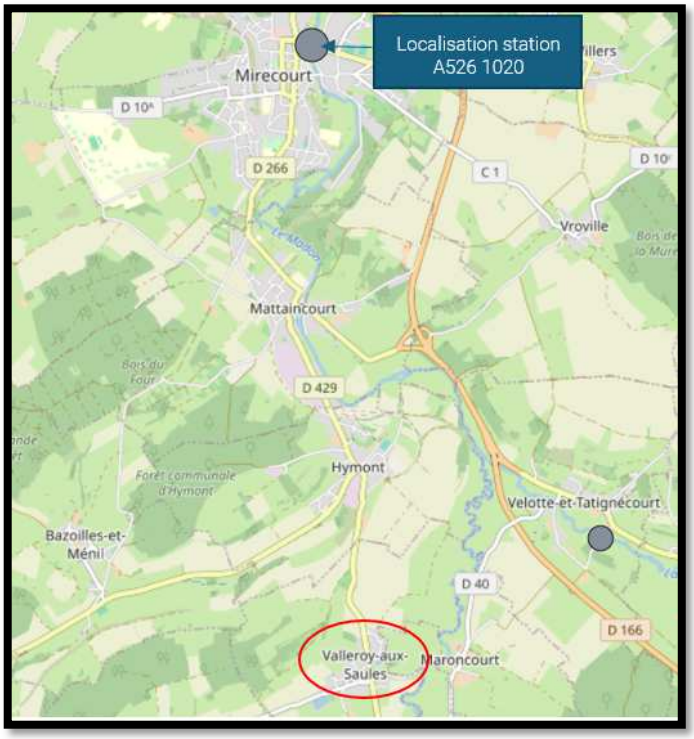


Figure 11 : Réseau hydrographique de l'aire d'étude

Il n'existe pas de station de mesure hydrométrique sur les cours d'eau de l'aire d'étude. La station de mesure la plus proche est implantée sur le cours d'eau, Le Madon, qui est suivi via une station de mesures située à Mirecourt au niveau de la station A526 1020. La surface topographique du site est de 381 km².



Localisation de la station de suivi de Le Madon (https://hydro.eaufrance.fr/sitehydro)

Les tableaux suivants présentent les débits caractéristiques sur la station (débit exprimé en l/s). Les données suivantes sont calculées à partir des 21 376 QmJ (débits moyens journaliers) les plus valides du 10/08/1965 au 21/08/2024.

	Minimum	Maximum
QmJ *Débit moyen journalier (en l/s)*	284 *19/10/2018 00:00:00 (TU)*	127 000 *03/10/2006 00:00:00 (TU)*
Qi *Débit instantané (en l/s)*	81 *22/06/2003 21:48:00 (TU)*	338 000 *03/10/2006 18:36:00 (TU)*

	Valeur
QJ10j/an *Débit moyen journalier dépassé en moyenne 10j/an (en l/s)*	24 200
QJ0,5 *Débit moyen journalier dépassé en moyenne 1 fois sur 2 (en l/s)*	2 040
QJ355j/an *Débit moyen journalier non dépassé en moyenne 10j/an (en l/s)*	524

	QmM *Débit moyen mensuel (en l/s)*	Qsp *Débit spécifique (en l/s/km²)*	Lame d'eau *(en mm)*
Janvier	8 630	22,7	61
Février	8 290	21,8	53
Mars	6 170	16,2	43
Avril	4 640	12,2	32
Mai	3 420	9,0	24
Juin	2 450	6,4	17
Juillet	1 700	4,5	12
Août	1 360	3,6	10
Septembre	1 450	3,8	10
Octobre	3 050	8,0	21
Novembre	4 980	13,1	34
Décembre	8 470	22,2	60
Année	4 540	11,9	376

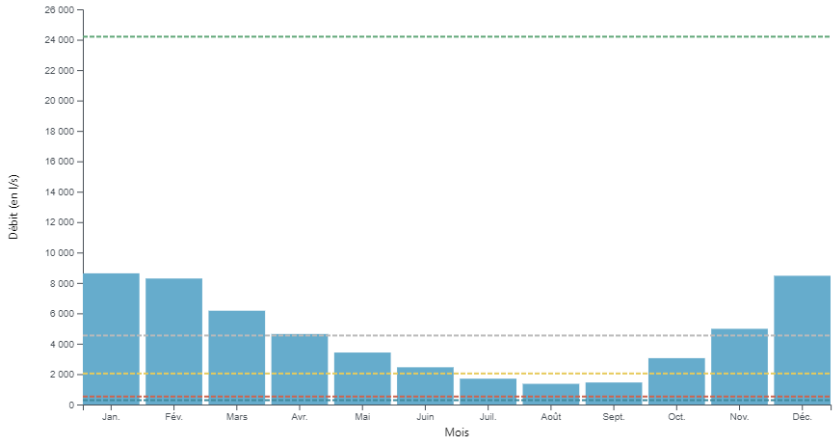


Figure 12 : Données de la station hydrographique du Madon

La commune de Valleroy-aux-Saules appartient aux masses d'eau superficielles suivantes :

- MADON 3
- SAULE

Les caractéristiques des masses d'eau sont données dans les tableaux suivants.

Objectifs d'état de la masse d'eau	Motifs justifiant une échéance ultérieure à 2015
Bon état écologique 2027	Couts disproportionnes, Faisabilite technique
chimique 2027	Faisabilite technique

Etat 2015-2017 (Etat des Lieux 2019)

Etat chimique	Commentaires
3	Confiance
Paramètres déclassants: Benzo(g,h,i)perylene, Isoproturon, Benzo(a)pyrene, PFOS	(127 paramètres surveillés sur 41 possibles)

Etat 2015-2017-2019 (SDAGE 2021)

Etat chimique	
3	
Confiance	

Etat écologique						Commentaires
4						Confiance Moyen
Biologie	4			Diatomées	3	Surveillance
				Invertébrés	2	Surveillance
				Poissons	4	Surveillance
				Macrophytes	2	Surveillance
Paramètres généraux	2	Bilan en oxygene	2	COD	1	Surveillance
				DBO5	1	Surveillance
				sat O2	2	Surveillance
				O2	2	Surveillance
		Nutriments	2	NH4+	2	Surveillance
				NO2	2	Surveillance
				NO3	2	Surveillance
				PO4	2	Surveillance
				Pt	2	Surveillance
				Acidification	2	Surveillance
				Température	1	Surveillance
Substances	2			Chlortoluron	2	Surveillance
				2,4-D	1	Surveillance
				Linuron	ND	
				2,4-MCPA	1	Surveillance
				Arsenic	2	Surveillance
				Zinc	2	Surveillance
				Chrome	1	Surveillance
				Cuivre	2	Surveillance
				Oxadiazon	1	Surveillance

Etat écologique	
4	Confiance Moyen
4	Surveillance
2	Surveillance
2	Surveillance

Légende :

Etat/Potentiel écologique

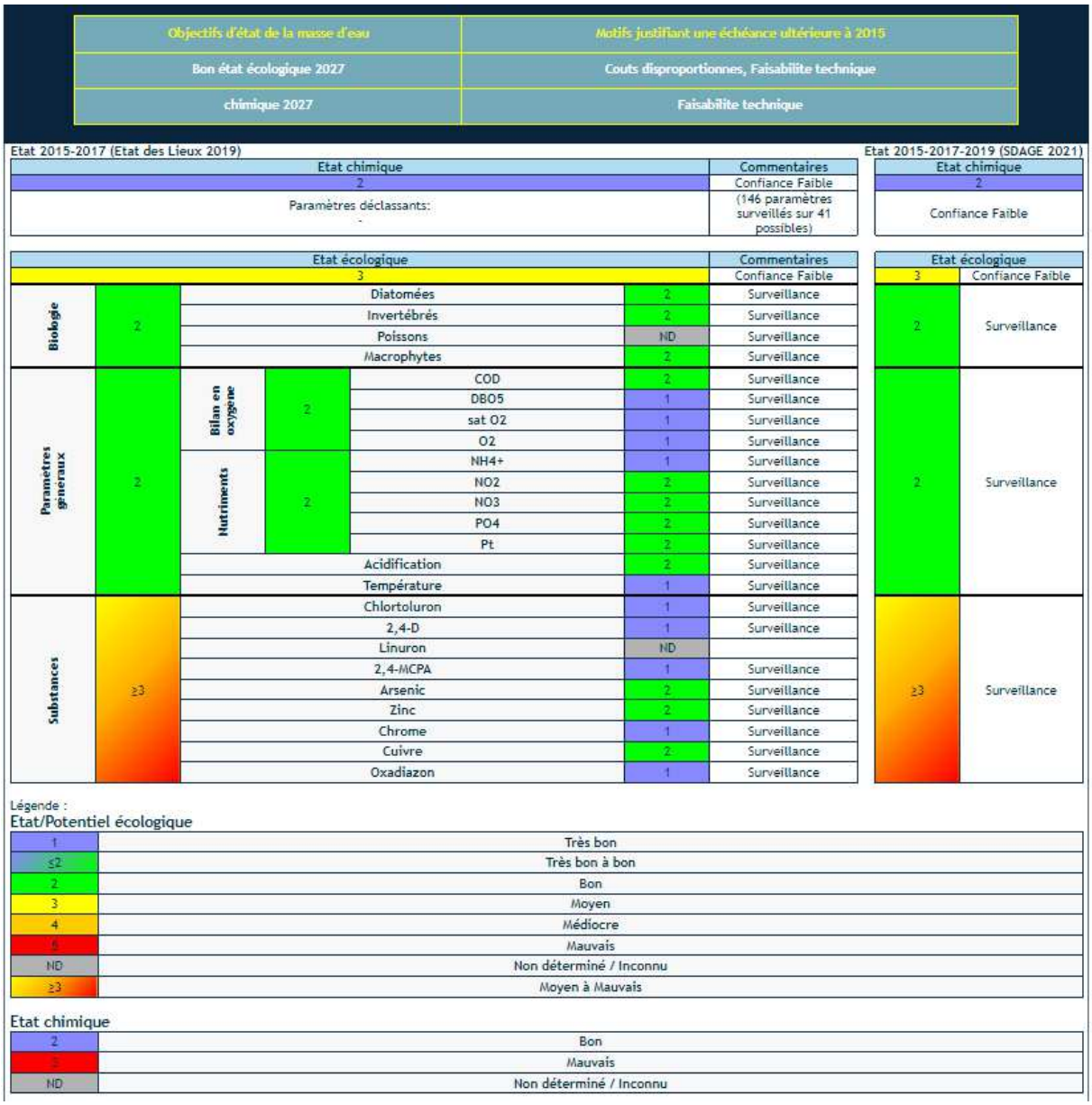
1	Très bon
≤2	Très bon à bon
2	Bon
3	Moyen
4	Médiocre
5	Mauvais
ND	Non déterminé / Inconnu
≥3	Moyen à Mauvais

Etat chimique

2	Bon
3	Mauvais
ND	Non déterminé / Inconnu

Figure 13 : Etat masse d'eau MADON 3

La masse d'eau MADON 3 est classée en état chimique Mauvais et en état écologique Médiocre.



Objectifs d'état de la masse d'eau	Motifs justifiant une échéance ultérieure à 2015
Bon état écologique 2027	Couts disproportionnes, Faisabilite technique
chimique 2027	Faisabilite technique

Etat 2015-2017 (Etat des Lieux 2019)

Etat chimique	Commentaires
2	Confiance Faible
Paramètres déclassants: -	(146 paramètres surveillés sur 41 possibles)

Etat 2015-2017-2019 (SDAGE 2021)

Etat chimique
2
Confiance Faible

Etat écologique					Commentaires	Etat écologique	
3					Confiance Faible	3	Confiance Faible
Biologie	2			Diatomées	2 Surveillance	2	Surveillance
				Invertébrés	2 Surveillance		
				Poissons	ND Surveillance		
				Macrophytes	2 Surveillance		
Paramètres généraux	2	Bilan en oxygène	2	COD	2 Surveillance	2	Surveillance
				DBO5	1 Surveillance		
				sat O2	1 Surveillance		
				O2	1 Surveillance		
		Nutriments	2	NH4+	1 Surveillance		
				NO2	2 Surveillance		
				NO3	2 Surveillance		
				PO4	2 Surveillance		
				Pt	2 Surveillance		
				Acidification	2 Surveillance		
				Température	1 Surveillance		
Substances	≥3			Chlortoluron	1 Surveillance	≥3	Surveillance
				2,4-D	1 Surveillance		
				Linuron	ND		
				2,4-MCPA	1 Surveillance		
				Arsenic	2 Surveillance		
				Zinc	2 Surveillance		
				Chrome	1 Surveillance		
				Cuivre	2 Surveillance		
				Oxadiazon	1 Surveillance		

Légende :

Etat/Potentiel écologique

1	Très bon
≤2	Très bon à bon
2	Bon
3	Moyen
4	Médiocre
5	Mauvais
ND	Non déterminé / Inconnu
≥3	Moyen à Mauvais

Etat chimique

2	Bon
3	Mauvais
ND	Non déterminé / Inconnu

Figure 14 : Etat masse d'eau SAULE

La masse d'eau SAULE est classée en état chimique Bon et en état écologique Moyen.

4.4.2 Eaux souterraines

La commune de Valleroy-aux-Saules est concernée par la masse d'eau souterraine suivante :

- FRCG108 : Domaine du Lias et du Keuper du plateau lorrain versant Rhin

La tableau ci-dessous présente l'état des masses d'eau.

Nom Masse d'eau	Type masse d'eau souterrainne	Etat qualitatif	Etat nitrates	Risque nitrates	Etat produits phytosanitaires	Risque produits phytosanitaires	Etat chlorures	Etat COHV	Etat sulfates
Domaine du Lias et du Keuper du plateau lorrain versant Rhin	Libres	Pas bon	Pas bon	Oui	Pas bon	Oui	Bon	Bon	Bon

Figure 15 : Etat chimique des eaux souterraines

Cette masse d'eau est classée en mauvais état qualitatif.

4.5 Cartographie des risques

4.5.1 Les zones inondables

La commune de Valleroy-aux-Saules est située dans une zone où il y a de fortes probabilités d'observer des débordements par remontée de nappe, ou au moins des inondations de cave.

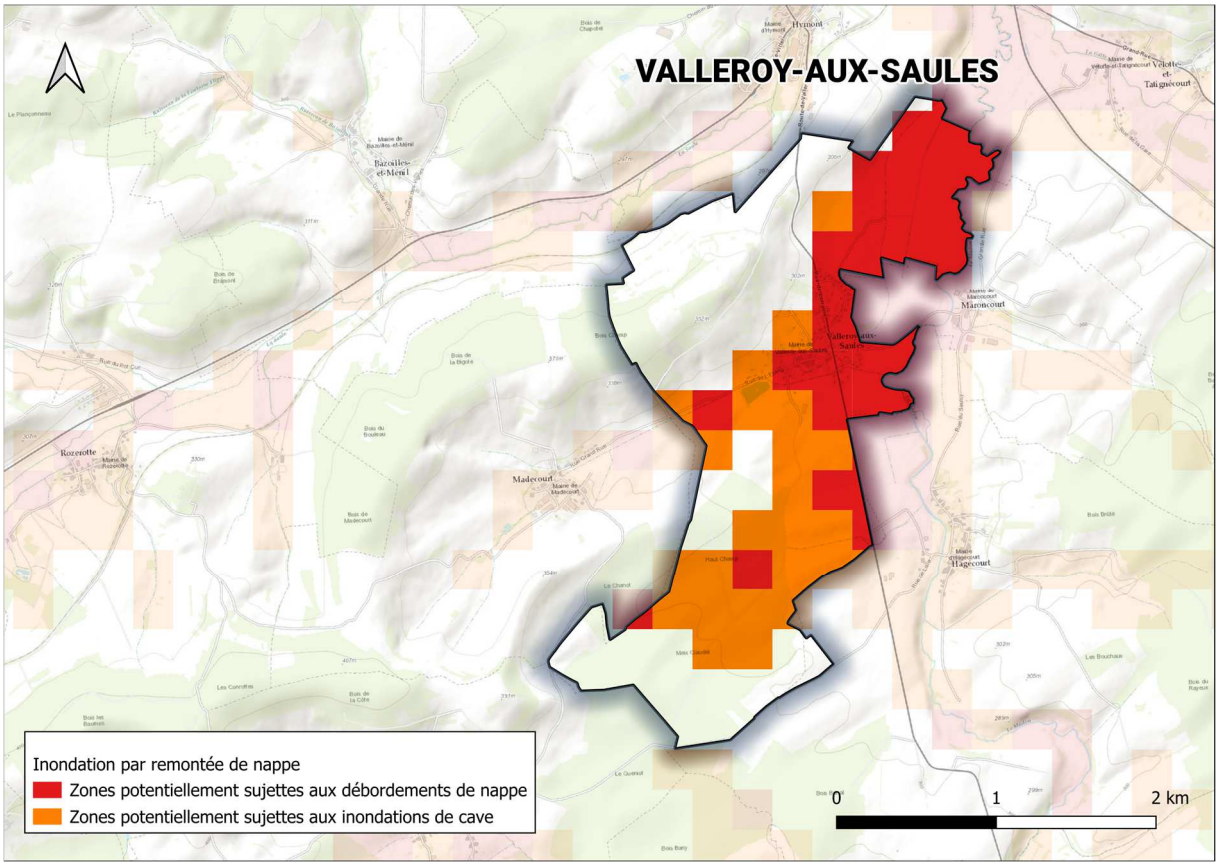


Figure 16 : Risque d'inondation par remontée de nappe source : https://www.georisques.gouv.fr/)

4.5.2 Autres risques

La commune de Valleroy-aux-Saules présente un risque moyen principalement sur une partie au Nord-Ouest, tandis que le reste de la commune présente un risque faible.

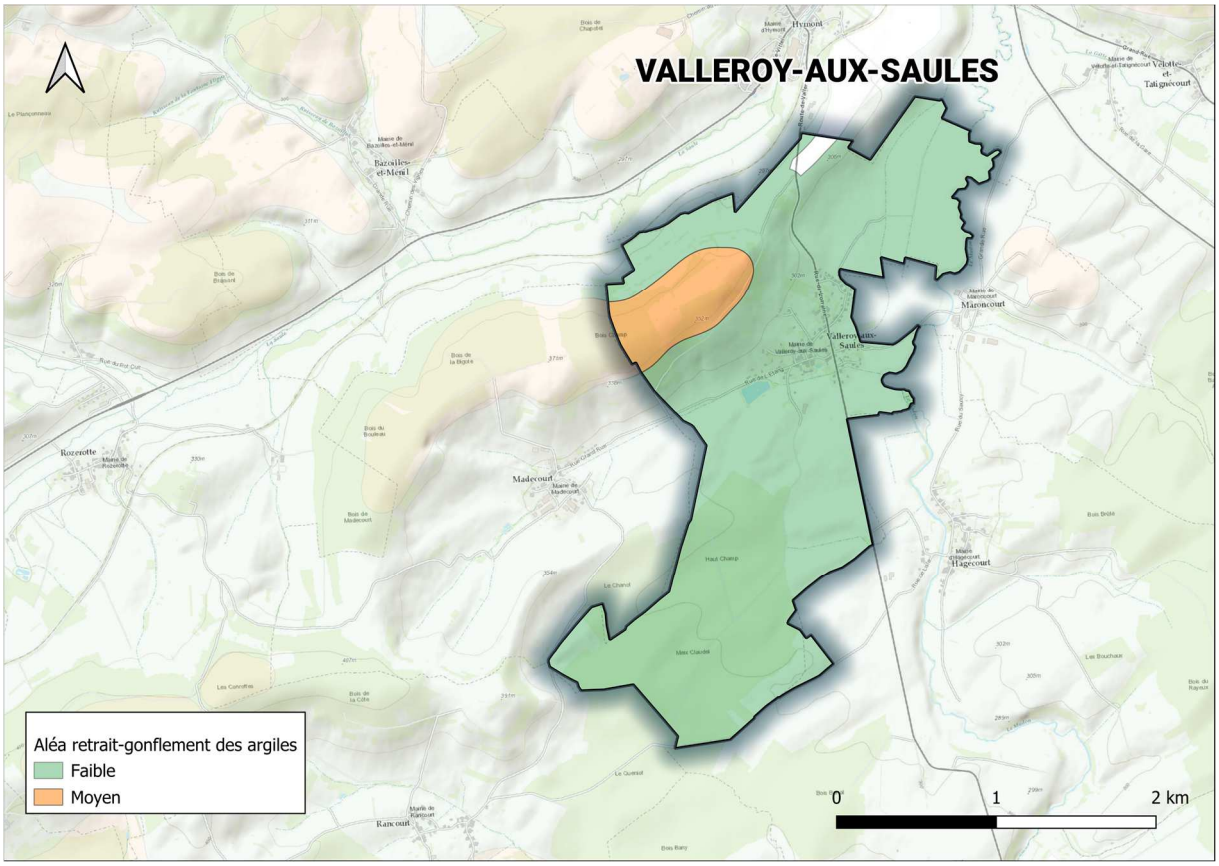


Figure 17 : Carte des risques gonflement des argiles source : https://www.georisques.gouv.fr/)

La commune est classée depuis 2011en aléa sismique très faible

La commune est concernée par un arrêté de catastrophe naturelle référencé sur le site internet https://catastrophes-naturelles.ccr.fr/.

- *Arrêté 000018* – Inondations et/ou coulées de boue – Arrêté du 04/02/1983
- Arrêté 000003 – Inondations et/ou coulées de boue – Arrêté du 16/05/1983
- Arrêté 000218 – Inondations et/ou coulées de boue + Mouvement de terrain – Arrêté du 29/12/1999
- Arrêté 000413 - Inondations et/ou coulées de boue – Arrêté du 22/02/2007
- Arrêté 000710 – Sécheresse – Arrêté du 18/06/2019
- Arrêté 000765 – Sécheresse – Arrêté du 22/06/2021

4.6 Une biodiversité protégée

4.6.1 Zones Naturelles d'Intérêt Écologiques, Faunistiques et Floristiques

Les ZNIEFF sont :

- soit de vastes ensembles offrant un potentiel biologique notable (ZNIEFF. de type II),
- soit des milieux où les scientifiques ont identifié des espèces de faune ou de flore menacées de disparaître (ZNIEFF de type I).

Il n'existe pas de ZNIEFF sur la commune de Valleroy-aux-Saules.

4.6.2 Sites Natura 2000

Le réseau Natura 2000 rassemble des sites naturels ou semi-naturels de l'Union européenne ayant une grande valeur patrimoniale, par la faune et la flore exceptionnelle qu'ils contiennent.

La politique européenne pour mettre en place ce réseau s'appuie sur l'application des directives Oiseaux et Habitats, adoptées respectivement en 1979 et 1992 pour donner aux États membres de l'Union européenne un cadre commun d'intervention en faveur de la préservation des espèces et des milieux naturels.

Il n'existe pas de dite Natura 2000 sur la commune de Valleroy-aux-Saules.

5 ETUDE DES RESEAUX PLUVIAUX EXISTANTS

Conformément au CCTP de la présente étude La mise à jour des plans a été effectuée par la reprise des informations recueillies dans la précédente étude (identification, localisation et description des points de rejets superficiels, descriptions des réseaux et report sur fond de plan cadastral et analyse de la qualité des réseaux en place). Aucun relevé de terrain n'a donc été effectué et les données présentées ci-après restent bibliographiques.

Les plans existants ont été repris des plans réalisés par le bureau d'études G2C réalisé dans le cadre du zonage d'assainissement de la commune réalisé en 2008. Des compléments ont été apportés à ceux-ci en fonction des plans de recollement fournis par la collectivité.

Le réseau d'eaux pluviales de la commune de Valleroy-aux-Saules est composé essentiellement de canalisations en béton datant des années 1980. Des travaux de mise en séparatif ont été réalisés au niveau de la rue de Lorraine et de la rue de l'Étang

La caractérisation des éléments relevés est donnée dans le tableau suivant.

Réseau pluvial	
Regards	
Nombre	**73**
Grilles	
Nombre	50
Points de rejet	
Nombre	11
Conduites	
Matériau	**Linéaire (m)**
Béton	2650
PVC	1408
Inconnu	504
Total	**4562**

Figure 18 : Eléments caractéristiques du réseau

5.1 Etat des réseaux existants

L'état des réseaux existants est donné par une analyse bibliographique des documents existant. Ainsi, la description ci-dessous est repris du dossier de zonage de 2006 rédigée par G2C Environnement. La description des réseaux était la suivante :

« Le réseau d'eaux usées (unitaire et séparatif) est d'une longueur approximative de 3 440 ml. Sur le réseau d'eaux usées, 51 regards de visites ont été mis en évidence, soit un regard tous les 67 m environ. Le réseau d'eaux usées est donc accessible.

Le réseau d'eaux pluvial est d'une longueur approximative de 1 050 ml. Sur ce réseau, 16 regards de visite ont été mis en évidence, soit un regard tous les 66 m environ. Le réseau d'eaux pluviales est donc accessible.

Les réseaux de la commune sont dans l'ensemble dans un état relativement correct. Les colonnes de certains regards sont toutefois à refaire.

Les dysfonctionnements observés lors de la reconnaissance du réseau sont :

- *La présence de matières inorganiques (graviers, sables, cailloux…) susceptibles d'obstruer le réseau ;*

- *La présence de dépôts organique dans certains regards certainement liés à de faibles pentes ;*
- *La présence de racines ;*
- *Eaux stagnantes et mise en charge de certains regards suite à des épisodes pluvieux »*

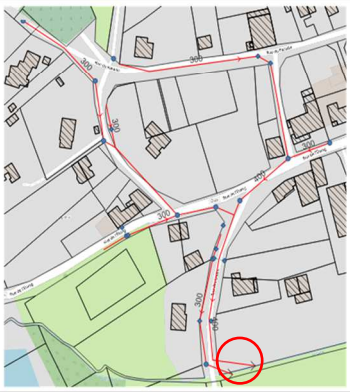
L'état des collecteurs a été réalisé à partir de constat datant de 2008. Les collecteurs ont donc pu se dégrader depuis et il ne peut être pris en considération dans le cadre de la présente étude les conclusions faites en 2006. Dans le cadre où les collecteurs seraient à réutiliser pour de l'assainissement collectif, des investigations complémentaires seront nécessaires (ITV, reconnaissance de terrain, …).

D'après les éléments présents dans la bibliographie existante de la commune (étude antérieure essentiellement), nous avons dressé un tableau reprenant les principales caractéristiques des points de rejet. Il est à noter que la phase 1 de l'étude est basée sur des documents existants (sans reconnaissance de terrain) et que seules des visites de terrain peuvent confirmer les éléments caractéristiques présentés dans le tableau suivant.

VALLEROY AUX SAULES					
Secteur 1		Secteur 2		Secteur 3	
Rues desservies	Rue de la Prairie - Rue du Paradis	Rues desservies	Rue du Madon	Rues desservies	Rue des Mirabelliers
Longueur réseau amont	1998 m	Longueur réseau amont	270 m	Longueur réseau amont	265 m
Matériau	PVC - Béton	Matériau	PVC - Béton	Matériau	Inconnu
Diamètre (mm)	200 à 500	Diamètre (mm)	300-400	Diamètre (mm)	Inconnu
Profondeur	Inconnu	Profondeur	Inconnu	Profondeur	Inconnu
Nombre de fossés raccordés	Inconnu	Nombre de fossés raccordés	Inconnu	Nombre de fossés raccordés	Inconnu
Milieu récepteur	Fossé	Milieu récepteur	Fossé	Milieu récepteur	Fossé
Diamètre exutoire (mm)	500	Diamètre exutoire (mm)	400	Diamètre exutoire (mm)	Inconnu
Nombre de logements desservis (estimation)	40	Nombre de logements desservis (estimation)	8	Nombre de logements desservis (estimation)	12
					

VALLEROY AUX SAULES					
Secteur 4		Secteur 5		Secteur 6	
servies	Rue de l'Etang	Rues desservies	Rue des Loups - Rue de l'Etang - Rue du Paradis	Rues desservies	Rue des Maronniers - Rue de l'Etang - Rue du Paradis
eau amont	275 m	Longueur réseau amont	738 m	Longueur réseau amont	989 m
iau	PVC - Béton	Matériau	Béton	Matériau	Béton - PVC
: (mm)	200 - 400	Diamètre (mm)	300 - 400	Diamètre (mm)	200 - 400
deur	Inconnu	Profondeur	Inconnu	Profondeur	Inconnu
és raccordés	Inconnu	Nombre de fossés raccordés	Inconnu	Nombre de fossés raccordés	Inconnu
epteur	La Grâce	Milieu récepteur	La Grâce	Milieu récepteur	La Grâce
toire (mm)	400	Diamètre exutoire (mm)	400	Diamètre exutoire (mm)	200
Nombre de logements desservis (estimation)	10	Nombre de logements desservis (estimation)	14	Nombre de logements desservis (estimation)	12





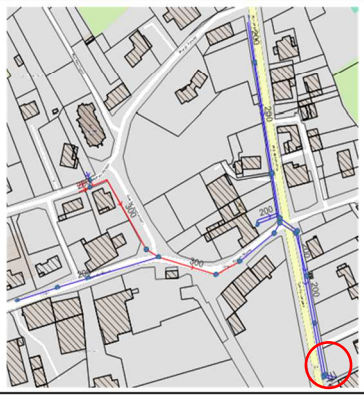


Tableau 6 : Eléments caractéristiques des exutoires

5.2 Caractéristiques du réseau d'assainissement

Le réseau d'eaux d'assainissement de la commune de Valleroy-aux-Saules est composé essentiellement de canalisations en béton. Les rues du Paradis et de la Prairie ont fait l'objet de travaux de réhabilitation.

Les caractéristiques par matériau et par diamètre sont données dans le tableau suivant.

Matériau	Diamètre (mm)						TOTAL
	Longueur (m)						
	200	250	300	400	500	Inconnu	
Inconnu	-	-	-	-	-	504	**504**
Béton	11	-	1696	398	545	-	**2650**
PVC	1085	108	208	7	-	-	**1408**
TOTAL	1096	108	1904	405	545	504	**4562**

Tableau 7 : Caractéristiques du réseau d'eaux pluviales

Les diagrammes suivants présentes la répartition des diamètres et des matériaux.

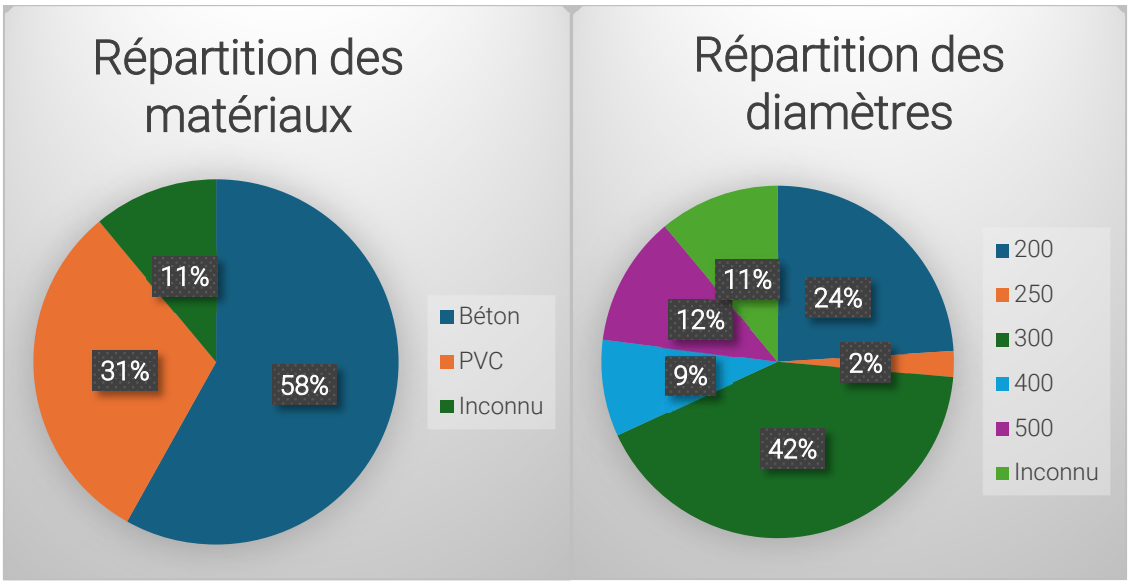


Figure 19 : Diagramme de répartition des diamètres et des matériaux

L'analyse de la répartition des diamètres et des matériaux permet de mettre en évidence que le matériau prédominant est le béton pour un diamètre prédominant de 300mm.

Un plan du réseau est fourni en annexe 1 du rapport. Les fichiers SIG sont transmis avec le présent rapport)

5.3 Les exutoires du réseau d'eaux pluviales

Il est recensé dans le rapport de phase 1 du bureau d'études G2C, 10 exutoires.

3.2.3. Exutoires des réseaux

Le tableau suivant représente les différents exutoires des réseaux de Valleroy aux Saules :



Tableau 4 : exutoires des réseaux

Remarque : comme le montre la photo du rejet 1, on aperçoit une conduite au niveau de l'eau (à priori réseau d'eaux usées) et une conduite au dessus du niveau de l'eau (réseau d'eaux pluviales). La conduite d'eaux pluviales ne coule pas, tout laisse donc penser que les réseaux (eaux usées et pluviales) se rejoignent avant le rejet qui est dans l'eau sur la photo.

Tableau 8 : Exutoires des réseaux (extrait rapport de phase 1 - Bureau d'études G2C)

5.4 Stations épuration à proximité

La charge polluante future a été évaluée sur la base de la projection démographique. La population future de la commune est estimée à 265 habitants. En considérant qu'un habitant correspond à 1 d'équivalent-habitant (EH), et en appliquant un coefficient de 10% de marge d'erreur pour les projections démographiques nous obtenons une pollution équivalente à 265 EH pour la pollution rejetée par les habitants.

A cette charge équivalente liée à la population, il est nécessaire d'ajouter la charge polluante liée aux activités économiques qui s'établi à 6 EH.

Au total, la charge polluante à traiter sur la commune de Valleroy-aux-Saules est estimé à 271 EH à l'horizon 2045.

Commune	Filière de traitement	Charge maximal entrée	Capacité nominale	Capacité à recevoir des effluents
Velotte et Tatignécourt	Filtres Plantés	55 EH	100 EH	*Non*
Rancourt	Filtres Plantés	59 EH	100 EH	Non

Tableau 9 : Liste des stations d'épurations à proximité de l'aire de l'étude – données 2022 (https://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/)

Il n'existe pas de station à proximité de l'aire d'étude pouvant recevoir les effluents de la commune de Valleroy-aux-Saules.

5.5 Gestion des eaux pluviales et problèmes récurrents

La commune n'a fait part d'aucun point noir sur le réseau d'eaux pluviales. Toutefois des drains agricoles sont raccordés vers les réseaux existants, ce qui peut être source d'ECPP en cas de réutilisation de ces réseaux dans le cadre d'un assainissement collectif.

5.6 Parcelle(s) disponible(s) pour l'implantation d'une station d'épuration

La commune de Valleroy-aux-Saules nous a indiqué lors de notre entretien qu'une parcelle était ciblée en cas de mis en place d'un assainissement collectif. Il s'agit de la parcelle n°1023, section 0B, lieu dit "Le Village"

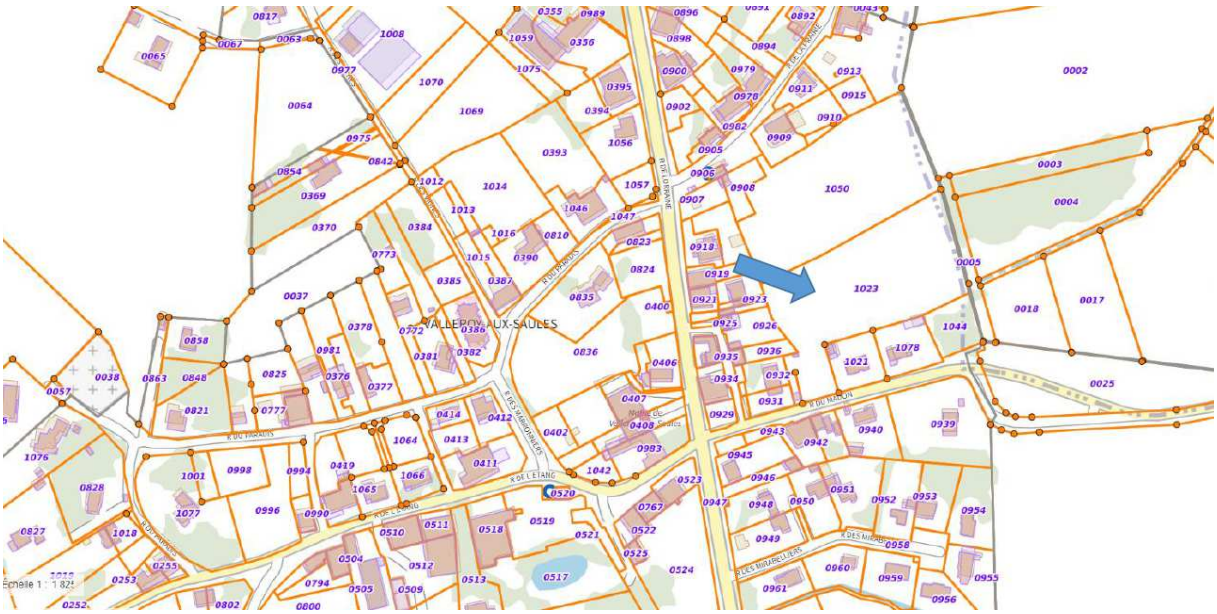


Figure 20 : Parcelle ciblée pour l'implantation d'un assainissement collectif

Cette parcelle a fait l'objet d'une sollicitation auprès des services de police de l'eau de la DDT afin d'avoir un avis préalable sur l'implantation d'une station d'épuration sur cette parcelle. Cette consultation ne se substitue en aucun cas à l'étude des incidences du projet à réaliser dans le cadre du dossier « Loi sur l'eau ». Cette consultation a été transmise le 05/02/2025 au service de la DDT.

La réponse apportée par mail (11 et 12/02/2025) par les services de l'état a été la suivante.

« …Dans le cadre des projets de STEU, (il faudra) déconnecter ces eaux pluviales du système de collecte des eaux usées, ainsi que supprimer les eaux claires parasites afin de ne pas "by-passer", ce mélange eaux usées/ECP/EP en amont de la station de traitement des eaux usées devra être réduit au maximum. (…)

Les projets sont également situés en zone à fort potentiel humide. Une étude "zone humide" devra être réalisée systématiquement. Afin d'écarter le plus possible ces projets des zones humides dans le cadre de la séquence Eviter/Réduire/compenser certains projets sont également situés en zone inondable.

Pour ces projets en zone humides et zone inondable, l'article 6 de l'arrêté ministériel relatif aux systèmes d'assainissement dit :

Les stations de traitement des eaux usées ne sont pas implantées dans des zones inondables et sur des zones humides. En cas d'impossibilité technique avérée ou de coûts excessifs et en cohérence avec les dispositions d'un éventuel plan de prévention des risques inondation, le préfet peut déroger à cette disposition.

Ces difficultés sont justifiées par le maître d'ouvrage, tout comme la compatibilité du projet avec le maintien de la qualité des eaux et sa conformité à la réglementation relative aux zones inondables, notamment en veillant à :

1. *Maintenir la station hors d'eau au minimum pour une crue de période de retour quinquennale ;*
2. *Maintenir les installations électriques hors d'eau au minimum pour une crue de période de retour centennale ;*
3. *Permettre son fonctionnement normal le plus rapidement possible après la décrue.*

L'impact du rejet doit être vu au niveau du point de rejet, or les Qmna5 annoncés sont ceux des cours d'eau principaux souvent situés à plusieurs kilomètres de l'exutoire projeté. Ces données sont à revoir, notamment pour les calculs d'impacts. »

« Aucune des zones projetées n'est située dans une zone PPRI (risque inondation réglementée), ni dans une zone humide effective (…) »

Suite à la réponse de la DDT, il a été convenu pour la poursuite de l'étude :

- Le dossier "Loi sur l'eau", les études zones humides, et les études d'impact sur le rejet seront réalisés dans le cas où le scénario Assainissement Collectif serait retenu. (Réalisation hors marché de zonage mais réalisation en phase de maitrise d'œuvre)
- Pour les projets (AC) envisagés dans le cadre de la révision des zonages, ceux-ci répondraient aux demandes de suppression des eaux claires parasites, en ayant recours à la création d'un réseau séparatif EU
- Un estimatif des études zone humide pourra être ajouter dans le programme d'investissement des zonages pour les scénarios AC.
- Les parcelles ciblées par les communes sont donc conservées pour le reste de l'étude de zonage

6 APTITUDE DES SOLS

Conformément au CCTP, les études de sol ont été reprises des études antérieures. Aucune carte des sols n'a été retrouvée dans les dossiers fournis par le maitre d'ouvrage. La carte d'aptitude des sols a été reprise du dossier de G2C. Elle fait état d'un sol défavorable à la mise en place de filière d'ANC non drainées.

Il est indiqué les éléments suivants :

« *Les études de sol effectuées sur la commune ont permis de définir une unité de sol homogène.* »

Unité de sol	Filière recommandée pour une habitation
Unité 2 : Sol compact brun argileux	Lit filtrant à flux vertical

Au vu des informations disponibles dans les études antérieures, et la présence d'une carte pédologique dans les études antérieures, nous ne préconisons pas la réalisation de sondages pédologiques sur la commune.

La retranscription de la carte des sols issue de l'étude G2C est donnée en annexe 2.

7 ENQUETES PARCELLAIRES

Les enquêtes parcellaires peuvent être réalisées dans le cadre du marché si une nécessité technique est avérée.

Pour la commune de Valleroy aux Saules, des enquêtes par questionnaires ont été réalisées par le bureau d'études G2C dans le cadre de l'étude de zonage d'assainissement de 2006.

Au total, 33 retours au questionnaire avaient été réalisées sur la commune sur les 92 questionnaires distribuées.

Les résultats des questionnaires étaient les suivants :

- Plus de 80% des habitations disposent d'un système de prétraitement des eaux usées
- Une habitation déclare un système de traitement
- 78% des logements rejettent les effluents au réseau

8 CONTRAINTES D'HABITAT

Pour évaluer les possibilités d'installation d'un système d'assainissement non collectif, il est essentiel de procéder à une analyse de l'habitat prenant en compte les caractéristiques de la parcelle (superficie, topographie, aménagement du terrain), ainsi que l'accessibilité du site et la possibilité d'évacuer les eaux usées traitées. La distance entre la filière et l'exutoire superficiel est également à prendre en compte.
Les parcelles de la commune ont été observé depuis la voie publique afin d'identifier les contraintes de mise en place d'une filière ANC.

Les critères retenus pour cette étude sont :

- ✓ Contraintes majeures :
  - La surface disponible
  - L'aménagement et l'accès
  - L'exutoire
- ✓ Contraintes mineures :
  - La topographie
  - Le linéaire

- ✓ *Classe A* : aucune contrainte
- ✓ *Classe B* : au moins une contrainte mineure
- ✓ *Classe C* : au moins une contrainte majeure
- ✓ *Classe D* : au moins deux contrainte majeures

Classe	Contrainte	Signification	Coût des travaux
A	Faible	- La surface de la parcelle est suffisante pour implanter un dispositif non collectif. - Les aménagements nécessaires sont minimes.	11 000 €
		Réhabilitations légères : - Mettre en place une ventilation - Rehausse de la fosse	1000 €
B	Moyenne	- La surface parcellaire est suffisante, mais la pente nécessite un refoulement. - L'exutoire est éloigné de la filière de traitement.	13 000 €
C	Forte	- La surface parcellaire est restreinte, ou l'accès est difficile, - Absence d'un exutoire.	15 000 €
D	Très fortes	- La surface disponible pour l'implantation d'un dispositif non collectif n'est pas suffisante. - Les aménagements sont importants.	20 000 €

Tableau 10 : Classes des contraintes et coût des travaux

Les contraintes les plus importantes se concentrent au centre du village en raison du manque de superficie disponible et des contraintes d'aménagement et d'accès. Ces logements sont adaptés pour un ANC agréé.

Les contraintes faibles se trouvent à l'extrémité de la commune, ces parcelles présentent des caractéristiques plus favorables pour la mise en place d'un ANC traditionnel.

Les résultats sont présentés en annexe 3.

Contrainte	Nombre de logement	Conformité SDANC	Coût des travaux	Total
Faible	48	Non conforme	11 000 €	528 000 € HT
	9	Conforme	0 €	0 € HT
	4	Jamais contrôlé	-	-
	4	En attente réalisation de travaux	0 €	0 €
Moyenne	2	Non conforme	13 000 €	26 000 € HT
	1	Conforme	0 €	0 €
	1	Jamais contrôlé	-	-
Forte	37	Non conforme	15 000 €	555 000 € HT
	1	Conforme	0	0 € HT
	1	Jamais contrôlé	1	-
	1	En attente réalisation de travaux	1	-
Très fortes	5	Non conforme	20 000 €	100 000 € HT

Tableau 11 : Contraintes habitat sur la commune de Valleroy-aux-Saules

Au total, le montant de la mise en conformité de l'assainissement non collectif chez les particuliers est estimé à 1 209 000 € HT.

Les habitations concernées par des contraintes fortes à très fortes peuvent présenter des contraintes techniques pouvant conduire à des impossibilités techniques pour la mise en place de filière d'assainissement non collectif conforme. Seules des enquêtes de branchement peuvent lever ces incertitudes.

9 CONTROLES REGLEMENTAIRE DU SDANC

9.1.1 Généralités

La commune de Valleroy-aux-Saules a délégué la compétence d'assainissement non collectif au Syndicat mixte Départemental d'Assainissement Non Collectif (SDANC).

Le SDANC a pour objectif de :

- Contrôler les installations d'assainissement non collectif neuves,
- Contrôler le bon entretien et la mise en conformité des installations,
- Aider à la gestion harmonieuse de l'assainissement sur le territoire,
- Conseiller, préconiser et apporter toute information aux usagers sur l'assainissement non collectif notamment sur les évolutions en matière de réglementations,
- Effectuer un diagnostic de l'ANC avant toute vente de maison.

Le Syndicat Mixte Départemental d'Assainissement Non Collectif (SDANC) définit les mises aux normes des installations d'assainissement non collectif selon différentes conditions.

Symbole	Mise aux normes	Conformité
 	Les installations sont jugées conformes et ne nécessitent aucuns travaux. Installation neuve	Conforme
	Pas d'obligation de réhabilitation par le propriétaire. En cas de vente les installations doivent être mises aux normes par l'acquéreur dans l'année qui suit la vente.	Non conforme (réhabilitation légère)
	L'installation d'assainissement non collectif doit faire l'objet d'une réhabilitation complète. Les eaux usées traités sont rejetées dans le réseau pluvial. En cas de vente les installations doivent être mises aux normes par l'acquéreur dans l'année qui suit la vente.	Non conforme (réhabilitation lourde)
	Obligation de réhabilitation sous 4 ans ou dans l'année si vente (par le nouveau propriétaire).	
	Dans les meilleurs délais : Installations inexistantes présentant un risque important pour l'environnement ou la santé publique. Les travaux doivent alors être réalisés dès que possible.	Inexistant
	Jamais contrôlé.	
	En attente de conclusion du rapport du SDANC.	
	En attente de réalisation des travaux.	

Les installations de la commune de Valleroy-aux-Saules ont fait l'objet de contrôles de conformité. Les résultats sont présentés de façon cartographique en annexe 4.

Mise aux normes	Nbre bâtiments	Conformité
Aucune	8	Conforme
Installation neuve	3	
Uniquement si vente (dans l'année, par l'acquéreur)	21	Non conforme (réhabilitation légère)
Uniquement si vente (dans l'année, par l'acquéreur) avec réhabilitation complète	55	Non conforme (réhabilitation lourde)
Dans les 4 ans, ou dans l'année si vente (par l'acquéreur)	5	
Dans les meilleurs délais	11	Inexistant
En attente de réalisation des travaux.	5	
Jamais contrôlé	6	

Tableau 12 : Résultats des contrôles du SDANC dans la commune

D'après les contrôles fournis par le SDANC, 114 adresses à contrôler sont recensées dans les bases de données.

D'après la synthèse effectuée par notre bureau d'études :

- 9,6 % des bâtiments sont conformes
- 18,4 % des bâtiments doivent subir une réhabilitation légère
- 52,6 % des bâtiments doivent subir une réhabilitation lourde
- 9,6 % des bâtiments ont aucune filière ANC et doivent subir une réhabilitation dans les meilleurs délais
- 4,4 % des bâtiments sont en attente de réalisation des travaux
- 5,2 % des bâtiments n'ont jamais été contrôlés

Avec seulement, 9,6% de logements conformes, des travaux d'ampleurs seront nécessaires pour remettre en conformité l'assainissement non collectif chez les particuliers si le choix de l'assainissement non collectif est choisi par la collectivité.

10 INVESTIGATIONS COMPLEMENTAIRES

Il est possible dans le cadre du marché de déclencher des investigations complémentaires afin de préciser des éléments qui ont été recueillis dans les études antérieures et qui peuvent paraitre insuffisants et/ou incomplets pour définir les scénarii de zonage qui seront proposés en phase 2 de la présente étude. Ainsi nous proposons les investigations complémentaires :

- Enquête de branchement pour les habitations non conformes possédant des contraintes d'habitat fortes et très fortes pour s'assurer que la mise en place de dispositif ANC est possible – 45 unités ;

11ANNEXES

11.1 Annexe 1 : Plan du réseau d'assainissement

11.2 Annexe 2 : Carte d'aptitude des sols

11.3 Annexe 3 : Contraintes d'habitat

11.4 Annexe 4 : Synthèse SDANC

VERDI Bâtiment Est
+33 3 72 54 03 32
grandest@verdi.fr

3, Place du Général de Gaulle
88 000 EPINAL

SIRET : 822 577 649 00012